

INTRODUCTION GENERALE

La revue de presse du mois de Février 2018 de l'Observatoire National de la Migration comporte deux parties :

- La première partie regroupe quelques chiffres clés sur la migration

- La deuxième partie regroupe les différents titres parus dans la presse écrite et numérique au cours de ce mois. Elle comporte 4 axes à savoir :
 - L'action gouvernementale
 - L'immigration irrégulière
 - La situation et les conditions de travail des Tunisiens à l'étranger
 - Quelques extraits de la presse internationale sur la migration

Chiffres clés sur la migration



14 000 est le nombre de Tunisiens travaillant dans le domaine de la coopération technique, principalement dans les pays du Golfe et principalement dans les secteurs de l'éducation, la santé, le sport et le tourisme.

120 000 Tunisiens vivent dans les pays arabes.

81 000 personnes, vivent à l'Arabie Saoudite, le Qatar et les EAU, et 35 000 dans les pays du Maghreb.

(Source: Ministère des affaires étrangères)

La 1ère phase du projet PINSEC (Parcours d'intégration sociale et économique en Tunisie destiné aux jeunes, aux femmes et aux migrants) a été lancée officiellement le 14 Février 2018.

Ce Projet assurera à **200** jeunes et **100** migrants et migrants de retour sans emploi l'autonomisation, l'orientation, la formation et l'insertion professionnelle.

Grâce à ce projet, qui se poursuivra jusqu'à **2020**, chaque promoteur de projet bénéficiera d'une assistance et d'un accompagnement, outre un financement allant jusqu'à **12 000** dinars pour démarrer son projet.

Les activités de ce projet seront réalisées moyennant un budget de

1.592.298,00 Euros.

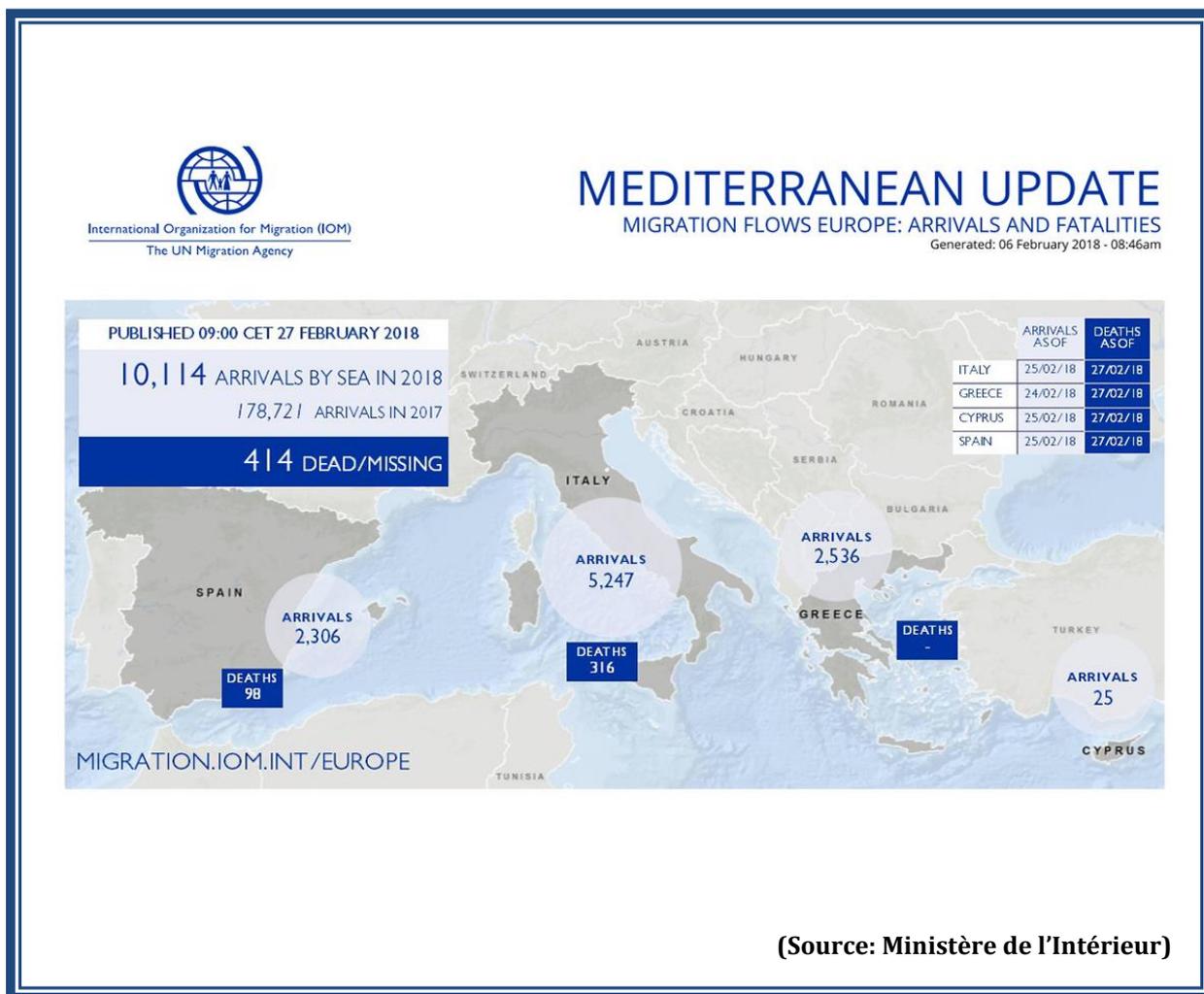
(Source: L'ONG italienne CIES ONLUS et l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale (UTSS)- Projet PINSEC)

190.000 demandes de visas sont déposées par les tunisiens annuellement, avec un taux d'acceptation de **90%** pour chaque année.

(Source: Ambassadeur de France à Tunis Olivier Poivre d'Arvor)

50 enfants âgés de 13 à 17 ans ont été arrêtés par les unités de la zone de sécurité nationale des Jardins de Carthage au cours du mois de Février (dans la nuit du 10 au 11 février 2018)

(Source: Ministère de l'Intérieur)



(Source: Ministère de l'Intérieur)

INTRODUCTION

En parcourant l'ensemble des articles de presse écrite et numérique du mois de Février 2018, nous avons constaté que les lignes dominantes tournent autour des axes suivants: L'action gouvernementale, la situation et les conditions de travail des Tunisiens à l'étranger (spécifiquement à Qatar), la migration des compétences et la situation de la migration dans le monde.

Axe 1 : L'action gouvernementale

Au cours de ce mois, le Secrétaire d'Etat chargé de la migration et des Tunisiens à l'étranger, M.Adel Jarboui a effectué plusieurs entretiens destinés aux programmes et activités devant être mis en œuvre en vue d'améliorer les conditions du retour des tunisiens établis à l'étranger durant la saison estivale 2018. Dans ce cadre, plusieurs entretiens ont eu lieu avec le ministre du transport, M.Radouane Ayara, une délégation de députés de l'ANC et le président directeur général de la Poste Tunisienne M.Moez Chakchouk...

Dans le cadre du partenariat établi avec le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD), le Secrétaire d'Etat a également accueilli une délégation de représentant cet organisme pour faire le suivi du projet « Euromed Migration IV » et des préparatifs de la 1ère édition du Prix Média sur la Migration (Migration Media Award) qui récompensera 35 journalistes originaires de 16 pays (dont la Tunisie) pour leur excellence journalistique dans la couverture de la migration dans la région euro-méditerranéenne lors d'une cérémonie qui se tiendra au mois de juin prochain.

Axe 2 :L'immigration irrégulière

Au cours du mois de Février 2017, l'immigration irrégulière a été évoquée à travers des articles qui concernent les arrestations et les tentatives de migration irrégulière, mais également à travers le traitement de plusieurs autres points comme le dossier des disparus en Italie et les efforts déployés par le gouvernement dans ce sens, le phénomène de la migration irrégulière aux rang des jeunes et des enfants, l'immigration irrégulière et le renforcement du contrôle sur les frontières...

La migration a été également traitée par les médias au cours de la visite du président français Emmanuel Macron en Tunisie qui a évoqué plusieurs point relatifs à la facilité de circulation entre les deux pays, les moyens d'endiguer la migration irrégulière, la lutte contre les réseaux de trafiquants liés à la migration irrégulière et au terrorisme...

Le mois de Février a été notamment marqué par le lancement officiel du projet PINSEC (Parcours d'intégration sociale et économique en Tunisie destiné aux jeunes, aux femmes et aux migrants) par l'Union tunisienne de solidarité sociale (UTSS) et le Centre italien d'information et d'éducation au développement (CIES).

Axe 3 : La situation et les conditions de travail des Tunisiens à l'étranger

La situation et les conditions de travail des Tunisiens à l'étranger ont marqué l'attention des médias au cours de ce mois, particulièrement suite aux polémiques suscitées par le grand nombre des victimes des bureaux internationaux qui livrent de faux contrats de travail (près de 960 personnes) surtout à Qatar.

Plusieurs articles de presse et plusieurs plateaux télévisés ont été consacrés à ce sujet avec la participation de plusieurs intervenants : Membres du gouvernement (ministres de la formation professionnelle et de l'emploi et des affaires étrangères, Secrétaire d'Etat chargé de la migration et des Tunisiens à l'étranger, Secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères), députés de l'ANC, représentants de l'Instance Nationale de lutte Contre la Traite des Personnes et membres de la société civile... . Parmi les thèmes traités médiatiquement autour cette question, on a relevé : La légitimité des bureaux d'emploi à l'international, les infractions commises par ces bureaux, les réseaux qui délivrent des contrats de travail fictifs et la régularisation de la situation des Tunisiens victimes de ces opérations d'escroquerie.

Dans le même axe relatif au travail des Tunisiens à l'étranger, les médias ont également traité la fuite des cerveaux notamment dans les secteurs de la médecine, l'ingénierie et l'enseignement supérieur. Plusieurs points ont été associés à cette question : les causes et les effets, les réformes à mettre en place pour remédier à ce problème, le rôle du gouvernement dans ce sens...

Axe 4 : La revue de presse internationale

Cette partie inclut une sélection d'articles de la presse internationale. Pour ce mois, l'adoption du projet asile-immigration en France a suscité un engouement médiatique important. Ce projet qui a fait la Une pendant plusieurs semaines et qui a été jugé "controversé", "déséquilibré", voire même "grave et dangereux " continue à faire couler de l'encre, en France et ailleurs ...

La revue de presse internationale inclut également plusieurs autres articles traitent des négociations sur le pacte mondial sur les migrations, les contestations à Bruxelles pour réclamer une politique migratoire "plus humaine" et à Strasbourg concernant l'enjeu d'asile et des arrivées de migrants en Europe par la Méditerranée...

L'action gouvernementale

Des mesures pour faciliter la circulation des jeunes en Europe

Mosaïque FM 05-02-2018

Khemaïes Jhinaoui, ministre des Affaires Étrangères, qu'en mai prochain, plusieurs projets concernant les jeunes seront annoncés, dans le cadre du conseil de coopération entre la Tunisie et l'Union Européenne.

Lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de sa rencontre avec la Haute Représentante de l'UE pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité, Federica Mogherini à Bruxelles, que les projets viseront le recyclage et la formation des jeunes diplômés ainsi que les chômeurs.



Il a assuré que des bourses seront accordées à plusieurs jeunes afin de poursuivre leurs études à l'étranger. Dans ce sens, Khemaïes Jhinaoui a souligné que leur circulation en Europe sera facilitée.

رئيس الحكومة يستقبل وزير خارجية اللكسمبورغ

Achourouk 06-02-2018

أكد وزير الشؤون الخارجية لدوقية اللكسمبورغ، جون أسالبورن، التزام بلاده بدفع ومواصلة التعاون مع تونس في مجال "التمويل الصغير" لتونس إلى ما بعد 2018، وذلك خلال لقاء جمعه صباح اليوم الثلاثاء بقصر الحكومة بالقصبة، برئيس الحكومة يوسف الشاهد.



وصرح الوزير، حسب بلاغ لرئاسة الحكومة أنّ اللقاء تناول العلاقات بين البلدين، وشدّد على التقارب في الرؤى بين تونس واللكسمبورغ إزاء جملة من القضايا ذات الاهتمام المشترك، من ذلك مواضيع الأمن والهجرة ومسائل الاقتصاد والتجارة البيئية وعلى مستوى الإتحاد الأوروبي

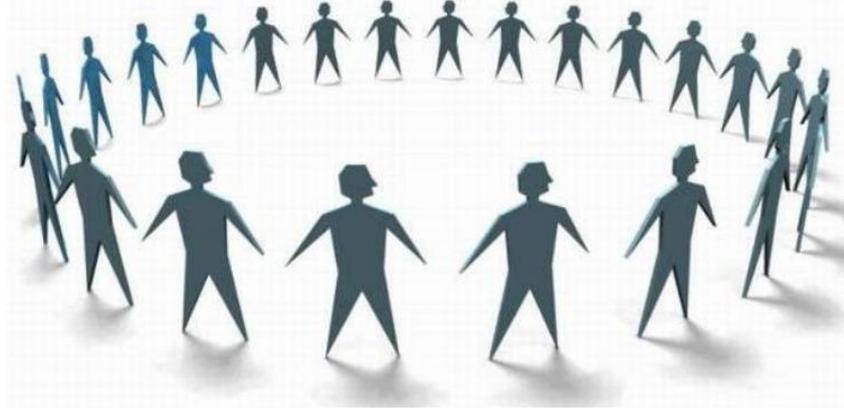
كما أبرز تناغم المواقف بين تونس وبلاده حيال المسألة الليبية، وذلك فيما يتعلّق بالإجماع على ضرورة حلّ الصّراع بين الفرقاء على أساس الحوار، وتحت مظلة الأمم المتحدة

إطلاق مشروع مسار الإدماج الاجتماعي والاقتصادي بتونس الموجه للشباب والنساء والمهاجرين

TAP 14-02-2018

أعلن كل من الاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي والمركز الإيطالي للإعلام والتربية والتنمية اليوم الأربعاء 14 فيفري 2018، بالعاصمة عن الإطلاق الرسمي لمشروع مسار الإدماج الاجتماعي والاقتصادي بتونس الموجه للشباب والنساء والمهاجرين ويشمل المشروع الذي سيمتد إلى غاية سنة 2020، في مرحلته الأولى ولايات تونس الكبرى وهي تونس واريانة وبن عروس ومنوبة، في انتظار تعميمه على باقي الجهات المعنية بالهجرة وفق ما أكدته ممثل الاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي وأحد مديري المشروع لطفي المسعودي

وقال المسعودي إن الهدف العام من المشروع يتمثل في تعزيز الاندماج الاجتماعي والاقتصادي للشباب التونسي المهاجر عند عودته للبلاد وللمهاجرين الأجانب المقيمين بتونس والمهاجرين المحتملين من التونسيين وأوضح أن الهدف الخصوصي يكمن في تحسين الخدمات الاجتماعية والجماعية والاستقبال والتوجيه المهني، فضلا عن إحداث 30 مؤسسة في القطاعات الجديدة على غرار التواصل بين الثقافات والاقتصاد الأخضر وتثمين المخزون الحضاري والثقافي



كما بين أن كل باعث مشروع سينتفع بمساندة ومرافقة إضافة إلى تمويل يصل إلى 12 ألف دينار في فضاء حوار وتبادل وتكوين يكون مقره بمنوبة وسيستفيد من هذا البرنامج أيضا ثلاثون ناشط بالمجتمع المدني وعشر مؤسسات محلية سيتلقون في تكوين في مجالات الحوكمة والخدمات والإدماج الاجتماعي والاقتصادي، حسب ما أفادت به منسقة المشروع وممثلة المركز الإيطالي للإعلام والتربية والتنمية فيارا شيوبيتو

وتابعت شيوبيتو قائلة "نهدف إلى تعزيز قدرات منظمات المجتمع المدني والمؤسسات المحلية قصد تنفيذ استراتيجيات ترمي إلى دعم الإدماج الاقتصادي والاجتماعي وإدارة ظاهرة الهجرة والتوقي من الهجرة غير النظامية عبر تمكين التشبيك بين كل الفاعلين المعنيين بالهجرة

وزير الشؤون الخارجية ي دشّن المقر الجديد لقنصلية الجمهورية التونسية بمونيخ

Achourouk 16-02-2018

تولى وزير الشؤون الخارجية خميس الجهيناوي اليوم الجمعة 16 فيفري 2018 تدشين المقر الجديد لقنصلية الجمهورية التونسية بمونيخ بحضور كل من سفير الجمهورية التونسية ببرلين أحمد الشفرة، وقنصل تونس بمونيخ سمية الزرعي الشعباني

واطلع الوزير بالمناسبة على مختلف مكونات المقر الجديد وخاصة الفضاء القنصلي ومكتب الاستقبال وقاعة الانتظار. كما أوصى في لقاء بإطارات القنصلية وأعوانها بحسن استغلال هذا المقر ومزيد الإحاطة بأبناء الجالية التونسية من خلال الحرص على سرعة إسداء الخدمات القنصلية لفائدتهم والاهتمام بأوضاعهم الاجتماعية



يذكر أن وزير الشؤون الخارجية يؤدي بداية من اليوم الجمعة، زيارة عمل إلى جمهورية ألمانيا الفدرالية، يشارك خلالها في أشغال الدورة الرابعة والخمسين (54) لمؤتمر ميونيخ للأمن التي تتعقد من 16 إلى 18 فيفري الجاري

لقاء مع وفد عن المركز الدولي لتنمية سياسات الهجرة

MAS 16-02-2018



استقبل كاتب الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج عادل الجربوعي، صباح الجمعة 16 فيفري 2018، وفدا عن المركز الدولي لتنمية سياسات الهجرة يضم كلا من Victor Fleury مسؤول الاتصال بالمكتب الإقليمي للتنسيق بالبحر والمتوسط، وDanila Chiaro المسؤولة عن مشروع Euormed Migration IV.

وتطرق اللقاء إلى تنظيم تونس للدورة الثانية من نظاهرة Migration Media Award خلال شهر سبتمبر المقبل. كما استعرض ما توصل إليه مشروع Euormed Migration IV من نتائج.

جلسة عمل مع السيد وزير النقل والإطارات السامية بوزارة النقل للنظر في إقرار تخفيضات لتذاكر السفر لفائدة التونسيين بالخارج خلال العودة الصيفية

MAS 22-02-2018

جلسة عمل مع السيد وزير النقل والإطارات السامية بوزارة النقل للنظر في إقرار تخفيضات لتذاكر السفر لفائدة التونسيين بالخارج خلال العودة الصيفية



جلسة عمل بالسادة النواب أعضاء لجنة التونسيين بالخارج بمجلس نواب الشعب

MAS 19-02-2018

جلسة عمل بالسادة النواب أعضاء لجنة التونسيين بالخارج بمجلس نواب الشعب



لقاء مع الرئيس المدير العام للبريد التونسي معز شقشوق

MAS 28-02-2018



استقبل كاتب الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج عادل الجربوعي، صباح الأربعاء 28 فيفري 2018 بمقر وزارة الشؤون الاجتماعية، الرئيس المدير العام للبريد التونسي معز شفشوق.

وإدار اللقاء حول تفعيل الاتفاق الإطاري الممضى بين البريد التونسي وكتابة الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج، لتمكين التونسيين بالخارج من الاستفادة من الآليات التي تتضمنها.

وبموجب هذا الاتفاق يوفر البريد التونسي جملة من الخدمات الموجهة للتونسيين بالخارج من أهمها فتح حسابات بريدية جارية وحسابات ادخار بالدينار القابل للتحويل، وتوفير بطاقات استخلاص مرتبطة بالحسابات الجارية بالدينار القابل للتحويل، وكذلك بطاقات مسبقة الدفع للتونسيين المقيمين بالخارج وعائلاتهم بتونس للقيام بعمليات سحب ودفع والحصول على خدمات الهاتف الجوال. كما يؤمن البريد التونسي عمليات تحويل أموال من إلى الخارج عبر عدة منظومات، ويمكن التونسيين بالخارج من منتوجات التأمين ومن فتح حسابات توظيف أموال.

L'immigration irrégulière

En visite d'État en Tunisie, le président français Emmanuel Macron a tenu, jeudi, un discours devant l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP). Le discours était ancré dans l'histoire, mais aussi dans l'avenir des relations entre la Tunisie et la France. Ponctué de phrases percutantes, enthousiastes, le discours du président français a posé les défis que traversent les relations franco-tunisiennes ainsi que la politique française dans la région.



De "la révolution culturelle démocratique" en Tunisie

"La Tunisie est un grand pays, une grande nation, un grand peuple", a lancé Macron, en louant un pays qui a pu construire "une démocratie inédite" malgré la fragilité liée à un tel défi et malgré un contexte régional et mondial encore plus difficile. Le président français a communiqué son admiration pour l'histoire de la Tunisie; de Carthage à Kairouan, en passant par l'abolition de l'esclavage, l'acte d'indépendance en 1956 jusqu'au processus constitutionnel de l'après révolution (...)

Le chef d'État français a souligné que la révolution n'est pas encore terminée en faisant une comparaison avec la France où la démocratie a été forgée durant des siècles. "Il faut transformer le Printemps politique en Printemps économique et social, en faveur des classes moyennes et populaires", a-t-il déclaré. Macron a vanté d'ailleurs la lutte contre la corruption menée par l'État tunisien. (...)

L'avenir des relations franco-tunisiennes

Le président français a insisté sur le volet culturel et éducatif pour le renforcement des relations entre les deux pays. Il a expliqué que l'un de ses volets est l'ancrage de la francophonie.

"La langue française n'appartient plus à la France. Elle vit partout dans le monde, là où la volonté des femmes et des hommes l'anime et l'habite car elle est une partie de leur identité et aussi de leur réussite", a-t-il précisé.

Macron annonce la mise en place d'alliances éducatives et culturelles entre les deux pays. "La Tunisie est une nation éclairée. La France l'accompagne par un investissement renforcé dans l'éducation et l'enseignement supérieur", a-t-il renchéri en annonçant des facilités de circulation entre les deux pays dans le cadre de cette coopération.

En promettant le doublement des investissements français en Tunisie, Macron espère aussi "créer de l'espoir", "aider à réussir ici et circuler dans une mobilité choisie" afin d'endiguer la migration clandestine. "La Méditerranée est devenue le cimetière de nos espoirs et de notre jeunesse parce que nous avons laissé prospérer l'obscurantisme et les passeurs de haine. Il faut retrouver une vraie ambition pour la Méditerranée, ensemble. À nous d'être à la hauteur de notre histoire commune", a-t-il lancé dénonçant les réseaux de trafiquants, liés au terrorisme.

Pour lui, les enjeux dépassent le cadre bilatéral entre les deux pays pour englober toute la Méditerranée. "La Méditerranée est au cœur de nos défis communs", dit-il.

Pour relever ces défis, Macron revient sur la politique arabe de la France: "Il n'y a aucune politique arabe possible, aucune réussite de cette politique si on fait deux erreurs, que je ne veux pas commettre. La première erreur est de penser qu'on peut construire une politique arabe hors du monde arabe, ça ne marche pas. Ceux qui ont pensé qu'on pouvait destituer des dirigeants ici ou là, décider de ce qui était bon, enseigner à des milliers de kilomètres se sont trompés (...) les solutions profondes viendront des peuples eux-mêmes", explique-t-il, en admettant la responsabilité de la France dans le chaos libyen qui a eu des répercussions en Tunisie après la destitution du président libyen Kadhafi par une coalition internationale menée par la France.

La deuxième erreur est "si on accepte les grands schisme dans lequel on veut nous enfermer", en parlant de la "fracture", de "crise" qui traversent la région entre les porteurs d'un modèle moderniste et les teneurs "à un retour à plus de traditions", entre "des projets profondément différents". Il faut, selon lui, s'élever au dessus de ses différences pour construire le bien commun en prenant comme exemple la Tunisie. Pour lui, c'est la clé pour toute la région pour parvenir à la paix, à la préservation du pluralisme religieux et au respect des droits humains.

Macron à Tunis: derrière le clinquant, une relation en perte de vitesse

"Désengagement croissant et politique migratoire inchangée "

Nawaat 01-02-2018

La visite du président français Emmanuel Macron en Tunisie fait l'objet d'une attention médiatique particulièrement intense. L'agenda très rempli de la visite, l'importance de la délégation qui l'accompagne ou encore les préparatifs tunisiens de sa visite, tout porte à croire qu'un vent de renouveau souffle sur les relations franco-tunisiennes. Or, c'est justement la marque de fabrique de Macron : derrière le clinquant communicationnel qui célèbre le changement et la rupture, c'est une détérioration plutôt nette qui caractérise les relations franco-tunisiennes actuellement.



Après une semaine de préparation intense, tout est fin prêt à Tunis pour recevoir, mercredi 31 janvier et jeudi 1er février, Emmanuel Macron. Sur son chemin, les pelouses ont été tondues, les trottoirs repeints, les drapeaux accrochés et l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) nettoyée. Mais outre l'habituelle pulsion de propreté qui précède toute visite de chef d'Etat étranger « important », la visite d'Emmanuel Macron en Tunisie est annoncée dans les médias et par l'ambassade française comme un événement tout à fait spécial. Il s'agirait de la visite qui marquerait le renouveau tant attendu des relations franco-tunisiennes, du moins c'est ainsi que l'annonçait dès le 9 janvier dernier l'ambassadeur de France en Tunisie, Olivier Poivre d'Arvor, qui s'est fendu à l'occasion de la visite, d'une tribune où il se dit « frappé » et « impressionné » de l'intérêt que Macron porte à la Tunisie.(....)

La France dépassée par l'Allemagne

Tour à tour accusé d'ingérence, de paternalisme et d'amateurisme, les actions et propos de l'Ambassadeur de France en Tunisie ne sont pas étrangers à cette trajectoire.

Olivier Poivre d'Arvor, en poste depuis septembre 2016, s'est distingué par des coups d'éclat particulièrement remarquables en Tunisie, à commencer par ses déclarations dès sa nomination jusqu'à la polémique suscitée par ses photos dans le Sud tunisien, sur lesquelles il posait à dos de dromadaire, guidé par un soldat d'un régiment saharien. Il n'est d'ailleurs pas le premier ambassadeur français post-2011 à s'être fait remarquer. Boris Boillon, ambassadeur de France en Tunisie de février 2011 à août 2012, qui a été condamné récemment à un an de prison avec sursis pour « blanchiment de fraude fiscale » et « manquement à l'obligation déclarative de transfert de capitaux » n'a pas été avare en déclarations déplacées et en mises en scènes ridicules.

A ces couacs diplomatiques s'ajoute la perte de terrain manifeste des Français en matière de coopération bilatérale et d'aide au développement. En effet depuis 2011, la France se fait damer le pion par d'autres pays.

L'Allemagne, en particulier, a su mettre à profit les changements politiques en Tunisie pour gagner du terrain depuis 2011. Les chiffres de l'OCDE Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont très clairs à ce titre : si en 2016, l'Allemagne a déboursé quelques 124 millions de dollars (constants) en aide publique au développement, la France n'a mobilisé que 68 millions de dollars. Il est à noter que ces chiffres ne reflètent pas forcément la réalité des sommes décaissées, puisque très souvent, les autorités tunisiennes se montrent incapables de dépenser l'argent qui leur est prêté, stoppant de fait les versements.

Désengagement croissant et politique migratoire inchangée

Cette perte de terrain française s'illustre également au niveau de l'éducation. En effet, l'élection d'Emmanuel Macron a renforcé les politiques d'austérité budgétaire en France, ce qui s'est traduit par une baisse de 10% des budgets de l'Agence pour l'Enseignement du Français à l'Étranger (AEFE). Par conséquent, plusieurs grèves dans les établissements français en Tunisie ont été organisées pour protester contre les suppressions de postes et l'augmentation des frais de scolarité qu'entraînent la baisse de la dotation d'Etat, mais aussi, contre le recours de plus en plus fréquent à des contrats locaux moins coûteux, au détriment de professeurs français détachés à l'étranger.

Ces établissements, qui sont au nombre de 13 en Tunisie et qui comptaient en 2017, 8566 élèves, se sont prononcés d'ailleurs pour une journée « école morte » jeudi 1er février pour protester contre la politique d'austérité entérinée par Macron. Les lycées français, qui au Maghreb, scolarisent depuis les indépendances les enfants des classes supérieures et notamment, les enfants de ministres et de présidents sont des lieux particulièrement centraux de la construction de l'hégémonie culturelle française au Maghreb et notamment en Tunisie.

En matière de migration, sans doute l'aspect qui touche le plus directement les Tunisiens, aucun changement n'est à attendre de la part des français, aidés en cela, il est vrai, par la mollesse des autorités tunisienne sur la question, qui ne contestent pas la politique migratoire européenne, et semblent au contraire, vouloir l'entériner au détriment de la majorité des Tunisiens, de facto inéligibles aux visas Schengen. Tout comme le reste de l'Europe d'ailleurs, la France ne compte pas se défaire de l'approche sécuritaire en la matière, privilégiant la migration des cerveaux (médecins, professeurs universitaires) à la libre-circulation des personnes. Le tout récent programme « Retour Volontaire » lancé par l'Office Française de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) donne particulièrement bien le ton de cette approche, puisqu'il encourage les migrants tunisiens légaux et illégaux à rentrer chez eux, en leur offrant une aide pour lancer un projet. Il n'y a que les valeureux cerveaux en fuite de la Tunisie qui ont de la place en France. Le fameux projet sarkozyste d'« immigration choisie » est en marche avec subtilité, discrétion et surtout beaucoup d'entourloupes communicationnelles.

سفير فرنسا بتونس: كل من دخل فرنسا بطريقة غير نظامية يجب أن يعود لبلده

Mosaïque FM 05-02-2018

قال سفير فرنسا بتونس أوليفييه بوافر دارفور اليوم الاثنين 5 فيفري 2018، كل من دخل فرنسا بطريقة غير نظامية عليه العودة إلى بلده وأكد خلال لقاء صحفي عقده عقب الزيارة التي أداها الرئيس الفرنسي امانويل ماكرون خلال الأسبوع المنقضي إلى تونس، أنّ السلطات الفرنسية تواجه هذه المسألة بصرامة شديدة



وأضاف قائلا لا نريد أن يعمل الشباب التونسي في فرنسا في ظروف هشة ، داعيا إلى ضرورة تقنين الهجرة ومراقبتها وبخصوص طلب حق اللجوء، أوضح السفير أن ملفات طالبي اللجوء الذين يعتبرون أنه ليس بإمكانهم العيش في بلدانهم يتم النظر فيها بسرعة

أما بالنسبة إلى الهجرة النظامية، فأفاد الدبلوماسي الفرنسي أن المصالح القنصلية لبلاده بتونس تتلقى سنويا بين 180 ألفا و190 ألف طلب حصول على تأشيرة وأن نسبة قبول الطلبات تصل إلى 90 بالمائة وأردف قائلا نحبذ تشجيع تنقل أصحاب المهن الفكرية والأكاديميين والصحفيين والفنانين والمتقنين

سفير فرنسا بتونس : حوالي 190 ألف طلب للحصول على الفيزا سنويا

Jawhara FM 05-02-2018

قال سفير فرنسا بتونس أوليفيه بوافر دارفور إن المصالح القنصلية لبلاده بتونس تتلقى سنويا بين 180 ألفا و190 ألف طلب حصول على تأشيرة وأن نسبة قبول الطلبات تصل إلى 90 بالمائة



وأضاف اليوم خلال لقاء صحفي عقده عقب الزيارة التي أداها الرئيس الفرنسي امانويل ماكرون خلال الأسبوع المنقضي إلى تونس، أن كل من دخل فرنسا بطريقة غير نظامية عليه العودة إلى بلده"، مشيرا إلى أن السلطات الفرنسية تواجه هذه المسألة بصرامة شديدة وأوضح "لا نريد أن يعمل الشباب التونسي في فرنسا في ظروف هشة"، داعيا إلى ضرورة تقنين الهجرة ومراقبتها وقال السفير "نحبذ تشجيع تنقل أصحاب المهن الفكرية والأكاديميين والصحفيين والفنانين والمتقنين"

ميناء حلق الوادي: القبض على 12 شخصا حاولوا الإبحار خلسة

Mosaique FM 05-02-2018

تمكنت الوحدات التابعة لمنطقة الأمن الوطني بقرطاج السبت 3 فيفري 2018 من إحباط عملية اجتياز للحدود البحرية خلسة بميناء حلق الوادي وألقت القبض على 12 شخصا أعمارهم تتراوح بين 18 و30 سنة قاطنين ولايات بن عروس، والقيروان، وتونس، وقبلي وجندوبة وباستشارة النيابة العمومية أذنت باتخاذ الإجراءات القانونية في شأنهم، وفق ما جاء في بلاغ لوزارة الداخلية اليوم الاثنين

صفاقس: بطاقة إيداع بالسجن ضد متهمين في قضية اصطدام خافرة عسكرية بمركب حراقة

Achourouk 06-02-2018

تمكنت الوحدات التابعة لمنطقة الأمن الوطني بقرطاج السبت 3 فيفري 2018 من إحباط عملية اجتياز للحدود البحرية خلسة بميناء حلق الوادي وألقت القبض على 12 شخصا أعمارهم تتراوح بين 18 و30 سنة قاطنين ولايات بن عروس، والقيروان، وتونس، وقبلي وجندوبة



وباستشارة النيابة العمومية أذنت باتخاذ الإجراءات القانونية في شأنهم، وفق ما جاء في بلاغ لوزارة الداخلية اليوم الاثنين

ترتيبنا الثاني عالميا في الحرقة: قوارب الموت تستهوي التونسيين

Achourouk 12-02-2018

تشير الإحصائيات الرسمية إلى تفاقم ظاهرة الهجرة غير الشرعية وقد احتلت تونس المرتبة الثانية في «الحرقة» إلى إيطاليا في شهر جانفي الماضي بعد أريتريا بـ388 مهاجرا وفق ما كشفت عنه جهات رسمية ايطالية

كشفت دراسة ميدانية أجراها المرصد الوطني للشباب أنّ الهجرة غير الشرعية من تونس نحو أوروبا تسير في نسق تصاعدي وسط بروز ظاهرة غريبة تتمثل في تشجيع العائلات لأبنائها على ركوب الخطر اذ أظهرت الدراسة المنجزة في موفى 2016 أن حوالي 55 ألف أسرة في تونس تشجع أبناءها على الهجرة رغم حجم المخاطر والنتائج الكارثية التي خلفتها هذه الظاهرة بعد موت آلاف الحارقين في عرض المتوسط

الخطير أن ظاهرة الحرقة لم تنتشر في صفوف الشباب والكهول فحسب بل طالت فئة الأطفال والنساء منهن الحوامل وهي ظاهرة لم تعرفها تونس قبل الثورة ففي سنة 2017 تشير مصادر أمنية أن 1 بالمائة من الحارقين من النساء. وقد تم إيقاف 11 امرأة حامل في نفس الفترة من بينهم 4 تونسيات و7 إفريقيات الى جانب ضبط 56 طفلا أقل من سن 15 عاما حاولوا الهجرة بشكل غير شرعي من بينهم 8 أطفال دون أولياء فكيف خطت هذه الفئة ونفذت فكرة الحرقة ولماذا يشجعهم أبائهم على هذه المغامرة المحفوفة بالمخاطر؟

ويبرر عدد من الأولياء الذين تم التحقيق معهم هذا التصرف بأن أبناءهم قد ينجحون في الحصول على فرصة للدراسة والعناية اللازمة من قبل جمعيات أممية عند نجاح الهجرة وهو ما قد يجعلهم يحصلون بدورهم على منح وشهادات إقامة بشكل أسرع متناسين انهم قد يفقدون فلذات أكبادهم إلى الأبد. وتشير مصادر أمنية أن الهجرة السرية لهذه الفئة من الأطفال لا تمر دائما بمسلك قوارب الموت وشبكات الحراقة إذ يمكن أن تمر أيضا عبر ميناء حلق الوادي إذ تم ضبط 17 طفلا عبر هذا المسلك في 2017 تتراوح أعمارهم بين 10 و 16 سنة كانوا يخططون للحرقة على متن أي باخرة راسية بالميناء دون تحديد الوجهة مسبقا.



وتشير الوقائع إلى ضبط 6 تلاميذ في سن 15 سنة خلال سنة 2017 تنقلوا من جهة الفحص إلى العاصمة وتمكنوا من التسلل إلى إحدى البواخر الراسية بميناء رادس ليلا والتخفي هناك قصد الالتحاق بأسر أوروبية قادرة على تبنيهم وتوفير ظروف عيش جيدة لهم وذلك بعد ربط شبكة علاقات عبر مواقع التواصل الاجتماعي. وتشير التحقيقات إلى أن عددا من الأطفال يتعمدون أيضا الاختفاء في شاحنات محملة ببضائع موجهة للتصدير ومن بينهم طفلان تم إيقافهما في 2017 أعمارهم أقل من 15 سنة وذلك على مستوى إحدى محطات الاستخلاص. وتحتل ولايات القيروان، وبنزرت، وبن عروس، وتونس العاصمة أعلى نسبة مسجلة على مستوى هجرة الأطفال السرية

هجرة جماعية

وللإشارة فإن بعض العائلات تختار المخاطرة والهجرة الجماعية للأسرة بأكملها وليس الأبناء فحسب. وتمثل النساء 1 بالمائة من جملة الحارقين وهي نسب عالية ذلك ان الحرقه أصبحت لا تقف عند فنة دون أخرى والأخطر من ذلك ان النساء الحوامل بدورهن تغامرهن بالهجرة غير الشرعية بهدف الحصول على الإقامة في أسرع وقت في بلدان أوروبية رغم أن هذه المزاعم ليس لها أساس من الصحة ذلك ان جل «الحارقين» الذين ينجون من الموت المحقق في البحر يتعرضون للاعتقال والإيقاف في مراكز الاحتجاز بإيطاليا وقد أظهرت عديد البرامج التلفزية ومقاطع الفيديو التي يتم نشرها على مواقع الفيديو الوضع الكارثي الذي يعيشه المهاجرون غير النظاميين من تونس وسائر الدول الأخرى فهذه الفئة عرضة لكل أنواع المخاطر. وفي ذات السياق كشفت دراسة نشرها «المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية» شملت 1168 شابا تونسيا ان 50 بالمائة من التونسيين يرغبون في الهجرة السرية، ولديهم استعدادات للانخراط في مسالكها

وتشير المعطيات أن الهجرة لا تهم العاطلين عن العمل فحسب بل تشمل من لديهم مستوى ثانوي وعالٍ وهؤلاء يمثلون الفئة الأكبر في الراغبين في الهجرة خلال الفترة الممتدة بين 2011 و2017. وحول أسباب تقشي الظاهرة يعتبر الخبراء ان ارتفاع نسب اليأس لدى الشباب وفقدان الثقة في الدولة تعدّ من أهم دوافع المغامرة وذلك على أمل تغيير ظروف حياتهم والخطير أن العائلات أصبحت بدورها تشجع أبناءها على الهجرة بدل توعيتهم بمخاطرها إضافة إلى العوامل الاقتصادية والاجتماعية، والأداء الضعيف للحكومات المتعاقبة، وانتشار شبكات التهريب عبر البحر وتأثير الشبكات الاجتماعية

ضبط 50 طفلا في ليلة واحدة يعتزمون الحرقه

صرّحت مصادر من وزارة داخلية، أمس الأحد 11 فيفري 2018، إن الوحدات التابعة لمنطقة الأمن الوطني بحدائق قرطاج تمكّنت خلال الليلة الفاصلة بين يومي 10 و11 فيفري 2018 على الساعة التاسعة ليلا، من إلقاء القبض على عدد 50 طفلا تتراوح أعمارهم بين 13 و17 سنة أصيلي ولايات جندوبة، القيروان، بن عروس، تونس وبنزرت. وقد اعترفوا أنهم كانوا يُخططون لتسوّر الجدار الخارجي للميناء البحري حلق الوادي بتونس العاصمة قصد التسلل إلى إحدى البواخر التجاريّة الرّاسية بالميناء المذكور لاجتياز الحدود البحريّة خلسة باتجاه إحدى الدّول الأوروبيّة

قال رئيس المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية مسعود الرمضاني، اليوم الثلاثاء 13 فيفري 2018، إن وضع الهجرة السرية في تونس وما تخلفه من تبعات على الشباب، تستوجب حالة طوارئ وطني، لبحث حلول عاجلة من قبل جميع الأطراف وأضاف الرمضاني، خلال حديثه عن الهجرة غير الشرعية، لبرنامج هات الصحيح، أن غياب الأمل والوضع السياسي والاجتماعي هما أبرز العوامل التي ساهمت في خلق شعور لدى حوالي 50% من التونسيين للهجرة ومغادرة البلاد مهما كانت خطورة المسالك و الأساليب للوصول إلى ايطاليا وتحقيق الحلم المنتظر لأغلب المهاجرين.



وفسر الرمضاني ذلك، بما تنتجه الطبقة السياسية التونسية الحاكمة او المعارضة من رسائل الإحباط وفقدان الأمل التي يتلقاها الشباب التونسي خصوصا العاطلين عن العمل، من قبيل غلق باب الانتدابات وانعدام مواطن شغل بالمؤسسات الخاصة والمشاريع الأخرى علاوة على مغادرة مؤسسات استثمارية تونس ما عزز نسب البطالة، ودفع أيضا بالكفاءات والأدمغة التونسية للهجرة نحو الخارج.

وقال:"في جانفي 2011 كان حلم، لتقليص البطالة وتحقيق العدالة الاجتماعية، لكن 7 سنوات نرى الأوضاع تتأزم، وانخراط الشباب في العمل السياسي لا يتجاوز 3 بالمائة، وأكثر من 50 بالمائة من التونسيين يريدون الهجرة ومغادرة البلاد، إضافة، أن 45 بالمائة من الأطباء المسجلين غادروا تونس، كما المهندسين والأساتذة الجامعيين.. لانعدام الأمل في تونس على أرض الواقع".

وعن أرقام المهاجرين، أفاد الرمضاني، أن أكثر من 6 آلاف تونسي خرجوا في 2017 عبر الهجرة غير المنظمة بينهم أطفال، مشيرا إلى أنه منذ 2013 هناك 100 ألف طفل يغادر المدرسة كل سنة، وأكثر من 700 ألف طفل وشاب لا يملكون لا شهادت ولا حرفة ولا شغل وكله هذه العوامل ساهمت في تزايد الشعور لديهم بالمغامرة والهجرة.

وبخصوص الدور الخارجي في الهجرة، قال الرمضاني، إن هناك دور للمافيا والمهربين في جميع العالم، وتشتغل بتنسيق بين الدول أيضا، شبكات يستغلون الشباب والمحرك الأساسي هو رغبة الشباب في مغادرة البلاد كما تحدث عن مخطط أوروبي لجعل تونس مركز لاجئين، على غرار ليبيا الآن، مشيرا إلى اعتماد أزمة الهجرة كورقة سياسية في الانتخابات الايطالية والعمل السياسي بدول أوروبية أخرى، وفق قوله.

مصطفى العويني: الحكومة التونسية طلبت من ايطاليا عدم الحديث عن المفقودين والمهاجرين التونسيين

Nessma TV 13-02-2018

قال منسق المركز التونسي للاحاطة الاجتماعية، مصطفى العويني، اليوم الثلاثاء 13 فيفري 2018، إن الحكومة التونسية طلبت من الحكومة

الايطالية عدم الحديث معها عن المفقودين والمهاجرين غير الشرعيين التونسيين" وفق تعبيره خلال حضوره في برنامج هات الصحيح



وقال العويني، الحكومة التونسية طلبت من الحكومة الايطالية منذ 3 سنوات 'معادش تجبلها أي حديث عن مفقود أو مهاجر عشر شرعي أو غيره.. ، مؤكدا ان ايطاليا تقوم بترحيل أعداد من المهاجرين غير الشرعيين على مجموعات إلى مطار النقيضة، كما طالب المتحدث تونس بالمطالبة بإنشاء شرطة حدود بحرية بمشاركة بلدان المتوسط

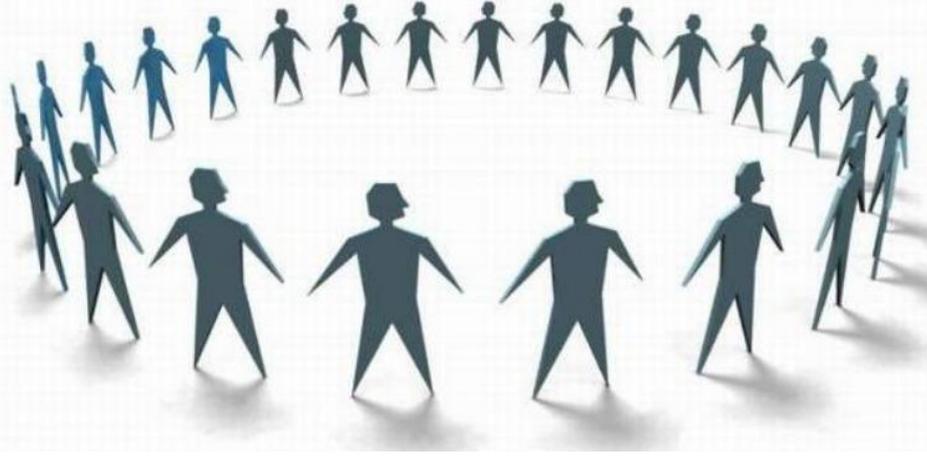
وعن دوافع الهجرة، قال المتحدث إن التونسي يشعر اليوم بحقرة كبيرة في بلاده، وحتى فئات الأطفال اليوم صارت ترغب في الهجرة، الأطفال بين 13 و17 لديهم الحق بالبقاء في ايطاليا بعد اجراء فحص طبي قبل السلطات لأن القانون الايطالي يمنح الإقامة للأطفال حتى يصيروا بالغين فيما بعد، وهذا يدل على حالة الإحباط لدى التونسيين

وأشار أيضا إلى ضرورة نقل المعركة إلى البرلمان الأوروبي، والوقوف بتكافؤ والمطالبة بإيجاد حلول ناجعة للمهاجرين وحماية الحدود ومنع استغلالهم أيضا، قائلا: "الأوروبيين خضعونا وماز لو يخضعوننا ولن ينفعوننا" وفق تقديره

إطلاق مشروع مسار الإدماج الاجتماعي والاقتصادي بتونس الموجه للشباب والنساء والمهاجرين

TAP 14-02-2018

أعلن كل من الاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي والمركز الإيطالي للإعلام والتربية والتنمية اليوم الأربعاء 14 فيفري 2018، بالعاصمة عن الإطلاق الرسمي لمشروع مسار الإدماج الاجتماعي والاقتصادي بتونس الموجه للشباب والنساء والمهاجرين ويشمل المشروع الذي سيتم إلى غاية سنة 2020، في مرحلته الأولى ولايات تونس الكبرى وهي تونس واريانة وبن عروس ومنوبة، في انتظار تعميمه على باقي الجهات المعنية بالهجرة وفق ما أكده ممثل الاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي وأحد مديري المشروع لطفي المسعودي



وقال المسعودي إن الهدف العام من المشروع يتمثل في تعزيز الاندماج الاجتماعي والاقتصادي للشباب التونسي المهاجر عند عودته للبلد وللمهاجرين الأجانب المقيمين بتونس والمهاجرين المحتملين من التونسيين

وأوضح أن الهدف الخصوصي يكمن في تحسين الخدمات الاجتماعية والجماعية والاستقبال والتوجيه المهني، فضلا عن إحداث 30 مؤسسة في القطاعات المجددة على غرار التواصل بين الثقافات والاقتصاد الأخضر وتنمية المخزون الحضاري والثقافي كما بين أن كل باعث مشروع سينتفع بمساندة ومرافقة إضافة إلى تمويل يصل إلى 12 ألف دينار في فضاء حوار وتبادل وتكوين يكون مقره بمنوبة

وسيستفيد من هذا البرنامج أيضا ثلاثون ناشط بالمجتمع المدني وعشر مؤسسات محلية سيتلقون في تكوين في مجالات الحوكمة والخدمات والإدماج الاجتماعي والاقتصادي، حسب ما أفادت به منسقة المشروع وممثلة المركز الإيطالي للإعلام والتربية والتنمية فيارا شيوبييتو

وتابعت شيوبييتو قائلة "نهدف إلى تعزيز قدرات منظمات المجتمع المدني والمؤسسات المحلية قصد تنفيذ استراتيجيات ترمي إلى دعم الإدماج الاقتصادي والاجتماعي وإدارة ظاهرة الهجرة والتوقي من الهجرة غير النظامية عبر تمثين التشبيك بين كل الفاعلين المعنيين بالهجرة

وحضر ندوة الإعلان الرسمي لمشروع مسار الإدماج الاجتماعي والاقتصادي بتونس الموجه للشباب والنساء والمهاجرين الممول من قبل الوكالة الإيطالية للتعاون والتنمية، ممثلو الجمعيات والمنظمات المحلية والوطنية والدولية والهيكل العمومية المعنية بالهجرة والبطالة

Grand Tunis : Un projet d'intégration économique pour jeunes, femmes et migrants

Webmanagercenter 14-02-2018

L'Union tunisienne de solidarité sociale (UTSS) et le Centre italien d'information et d'éducation au développement (CIES) ont annoncé, mercredi 14 février à Tunis, le lancement officiel du projet PINSEC (Parcours d'intégration sociale et économique en Tunisie destiné aux jeunes, aux femmes et aux migrants).

Le projet, qui se poursuivra jusqu'à 2020 concernera, dans sa première phase, les gouvernorats du Grand Tunis (Tunis, Ariana, Ben Arous et La Manouba) en attendant sa généralisation aux autres régions du pays touchées par la migration, a souligné Lotfi Massaoudi, représentant de l'UTSS et co-directeur du projet.

"L'objectif du projet est de renforcer l'inclusion sociale et économique des jeunes tunisiens migrants de retour au pays, les migrants étrangers en Tunisie et les potentiels migrants tunisiens", a-t-il dit. Il a, en outre, signalé que l'objectif spécifique est d'améliorer les services sociaux, communautaires, d'accueil et d'orientation professionnelle ainsi que la création d'une trentaine d'entreprises dans des secteurs innovants

tels que la médiation interculturelle, l'économie verte, la valorisation du territoire et de la culture.

La même source a précisé que chaque promoteur de projet bénéficiera d'une assistance et d'un accompagnement, outre un financement allant jusqu'à 12 mille dinars pour démarrer son projet et ce, dans le cadre d'un hub qui sera un espace de dialogue, d'échange et de formation (quick impact training) à la Manouba.

Bénéficieront, également, de ce programme une trentaine d'opérateurs de la société civile et une dizaine d'institutions locales qui participeront à une formation dans les domaines de la gouvernance, des services et de l'intégration sociale et économique, selon Viera Schioppetto, coordinatrice du projet et représentante du centre italien d'information et d'éducation au développement.

“Il s'agit de renforcer les capacités des organisations de la société civile et des institutions locales pour réaliser des stratégies visant à renforcer l'inclusion sociale et économique ainsi que la gestion du phénomène migratoire et la prévention de la migration irrégulière à travers le renforcement du réseautage entre tous les acteurs concernés par la migration”, a-t-elle indiqué.

Des représentants d'associations et d'organisations locales, nationales et internationales et de structures publiques concernés par la migration et le chômage des jeunes ont assisté à la conférence marquant le lancement du projet PINSEC co-financé par l'agence italienne pour la coopération au développement (AICS).

صفاقس: القبض على 8 أشخاص كانوا يعتزمون المشاركة في عملية حرق

Nessma TV 16-02-2018

تمكنت يوم أمس الخميس 15 فيفري 2018 فرقة الأبحاث والتفتيش للحرس الوطني بصفاقس من إحباط عدد 02 عمليات إجتيار الحدود البحرية خلسة وألقت القبض على عدد 08 أشخاص أعمارهم تتراوح بين 17 و28 سنة قاطنين ولايات قابس والكاف من بينهم عدد 03 وسطاء وحجزت لديهم مبلغا ماليا من العملة التونسية قدره 12700 دينار ومبلغ مالي من العملة الأجنبية قدره 160 "أورو" وشاحنة نقل خفيف



وأفادت وزارة الداخلية في بلاغ لها، اليوم الجمعة 16 فيفري 2018، أنه بالتحري معهم إترفوا بأنهم كانوا يعتزمون المشاركة في عملية اجتياز الحدود البحرية خلسة باتجاه إيطاليا إنطلاقا من سواحل جزيرة قرقنة

بمراجعة النيابة العمومية أذنت للمركز المذكور بحجز الشاحنة والمبالغ المالية ومباشرة قضية عدلية في شأنهم موضوعها تكوين وفاق قصد اجتياز الحدود البحرية خلسة

Immigration clandestine dans l'UE en 2017 : quand le Maroc prête le flanc

www.dakaractu.com 20-02-2018

Selon Frontex, en 2017, « sur la route de la Méditerranée occidentale, le nombre de migrants détectés a plus que doublé en 2017 par rapport à 2016 ». « Des problèmes internes au Maroc, principal pays de transit pour les migrants voulant gagner l'Espagne, ont poussé à une hausse du nombre de départs, avec le recours, à partir du deuxième trimestre, à des bateaux pouvant transporter un grand nombre de migrants », explique l'Afp.

Notre source ajoute que « vers la fin de l'année, le nombre de migrants venant d'Afrique, en particulier de Marocains, Algériens et Tunisiens, a rapidement augmenté, portant le total des Africains à près de deux tiers des migrants illégaux arrivant sur les rives de l'UE. À l'Est, au contraire, les chiffres concernant les Érythréens, les Somaliens et les Éthiopiens, sont tombés en gros à un quart de ce qu'ils avaient été en 2016 ».

Toutefois, à en croire Frontex, « le nombre des franchissements illégaux des frontières de l'Union Européenne a baissé en 2017 de 60% par rapport à l'année précédente ».

Selon Frontex, en 2017, « sur la route de la Méditerranée occidentale, le nombre de migrants détectés a plus que doublé en 2017 par rapport à 2016 ».

« Des problèmes internes au Maroc, principal pays de transit pour les migrants voulant gagner l'Espagne, ont poussé à une hausse du nombre de départs, avec le recours, à partir du deuxième trimestre, à des bateaux pouvant transporter un grand nombre de migrants », explique l'Afp.

Notre source ajoute que « vers la fin de l'année, le nombre de migrants venant d'Afrique, en particulier de Marocains, Algériens et Tunisiens, a rapidement augmenté, portant le total des Africains à près de deux tiers des migrants illégaux arrivant sur les rives de l'UE. À l'Est, au contraire, les chiffres concernant les Érythréens, les Somaliens et les Éthiopiens, sont tombés en gros à un quart de ce qu'ils avaient été en 2016 ».

».

Toutefois, à en croire Frontex, « le nombre des franchissements illégaux des frontières de l'Union Européenne a baissé en 2017 de 60% par rapport à l'année précédente ».

حلق الوادي: ضبط 10 أشخاص في محاولة لإجتياز الحدود البحرية خلسة

Nessma TV 21-02-2018

ضبطت يوم أمس السبت 24 فيفري 2018 على الساعة 23.00 دورية تابعة لمنطقة الأمن الوطني بقرطاج 10 أشخاص من بينهم 8 قصر بجوار محيط ميناء حلق الوادي، وبالتحري معهم تبين وأنهم كانوا بصدد محاولة اجتياز الحدود خلسة عبر التسلل إلى داخل الميناء والصعود على متن البواخر الراسية به باستشارة النيابة العمومية، أذنت باتخاذ الإجراءات القانونية في شأنهم

Frontex met en garde la Tunisie contre les afflux migratoires

Nessma TV 22-02-2018

Le directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, Fabrice Leggere a déclaré que l'agence a enregistré au cours de l'année précédente une augmentation du nombre de clandestins venus de Tunisie et d'Algérie vers les côtes de Sardaigne et les côtes occidentales de l'Italie.



Lors d'une conférence de presse à Bruxelles, Fabrice Leggere a affirmé que cet afflux migratoire venant d'Algérie vers l'Espagne, pourrait constituer une menace pour la sécurité en Europe et devrait être abordé, ajoutant qu'il ne faudrait pas ignorer, notamment, le phénomène migratoire en Méditerranée.

"Nous devons révéler des moyens de flux migratoires pour les mieux maîtriser, et c'est pour cette raison que l'ancienne opération "Triton" a été remplacée par une autre, l'opération "Thimis", a-t-il dit.

Le ministère italien de l'Intérieur avait précédemment démenti les informations selon lesquelles "Interpol" aurait arrêté 50 combattants étrangers en provenance de Tunisie et appartenant à l'organisation terroriste Daesh, qui souhaitaient entrer en Italie en bateau en se mêlant aux migrants clandestins.

Par ailleurs, le ministère italien de l'Intérieur a annoncé l'expulsion de deux jeunes tunisiens, âgés de 23 et 27 ans, pour des raisons liées à "la sécurité de l'Etat" après avoir reçu des informations des autorités tunisiennes par le biais de la coopération internationale entre les forces de police. C'est le journal britannique The Guardian qui avait publié l'information démentie.

Ce journal italien s'inquiète de la présence de terroristes parmi les migrants clandestins arrivés en Italie depuis la Tunisie

HuffPost Tunisie 25-02-2018

Le quotidien italien, Giornale di Sicilia évoque dans un article publié sur son site web, la probable présence d'individus terroristes parmi les migrants clandestins accueillis par les autorités européennes (principalement italiennes), et qui proviennent en grande partie de Tunisie.

L'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, aussi appelée Frontex, a en effet renforcé ses contrôles, afin de mieux repérer les éventuels terroristes, ou encore les djihadistes de retour des zones de conflits, qui pourraient profiter de l'immigration clandestine pour atteindre l'Europe, sans se faire prendre par la justice.



Celle-ci travaille en étroite collaboration avec le patrouilleur français, Themis, après que de petits groupes de migrants tunisiens et algériens suspects, aient été interceptés sur les côtes de la Sardaigne.

Le journal italien indique par ailleurs l'augmentation conséquente du nombre de migrants en provenance de la Tunisie entre 2016 et 2017, qui auraient enregistré une hausse de plus de 492%. Pour l'Algérie, le nombre aurait augmenté de 70%, alors que pour le cas de la Libye, une baisse de 34% a été enregistrée sur la même

période, toujours selon le journal italien.

Cette baisse de l'immigration clandestine depuis la Libye est due au renforcement des contrôles sur les côtes libyennes, assurée par les gardes-côtes aidés par des groupes armés, selon Reuters.

Mais le "Giornale di Sicilia" estime que la diminution de l'afflux de migrants depuis la Libye pourrait être seulement temporaire et la cadence pourrait à tout moment reprendre de plus belle, au vu de la situation chaotique du pays.

Le journal revient également sur la facilité avec laquelle les Tunisiens et les Algériens arrivent sur les côtes italiennes, particulièrement siciliennes, évoquant le phénomène des débarquements en plein jour comme il a été le cas à plusieurs reprises durant l'été dernier.

En effet, alors que le nombre d'arrivées de Libyens diminue, les bateaux de fortune tunisiens avaient au début de l'été 2017 commencé à arriver sur des plages siciliennes isolées, souvent en plein jour tandis que les touristes ou les riverains bronzaient. Un phénomène qui avait fait couler de l'encre après qu'une vidéo de migrants débarquant en pleine journée avait été postée sur le web.

Selon les derniers chiffres de l'OMS, 186 768 migrants ont atteint l'Europe par la Méditerranée, avec 3116 individus entre morts et portés disparus. Un nombre qui a bien diminué par rapport à l'année 2016, où 390.432 migrants avaient gagné l'Europe, et 5143 sont morts ou portés disparus.

Depuis le début de cette année, 8842 migrants sont arrivés en Europe, et 411 ont trouvé la mort ou sont portés disparus en Méditerranée.

Avec cet afflux massif, les centres d'accueils européens ont dépassé le maximum de leurs capacités. Le rapatriement forcé étant interdit sans jugement, la plupart refusent un retour volontaire. Ils sont libérés après 7 jours seulement, à cause des centres devenus incapables de les héberger. La plupart se rassemblent ainsi en groupes dans la nature, selon une déclaration en octobre dernier du conseiller auprès du secrétaire d'État chargé de l'immigration et des tunisiens à l'étranger, Fahd Trimech.

La situation et les conditions de travail des Tunisiens à l'étranger

شدت رئيسة الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص روضة العبيدي في تصريح لموزاييك اليوم السبت 3 فيفري 2018 على ضرورة تضافر جهود جميع الأطراف المعنية لفرض مزيد من الرقابة على مكاتب التشغيل بالخارج وأكدت العبيدي أنّ الأبحاث مازالت جارية بخصوص هذه المكاتب للكشف عن مدى قانونية وشفافية معاملاتها وأنشطتها، معتبرة أنه موضوع هام جدا ويهم جميع التونسيين



وسبق أن أفادت رئيسة الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص روضة العبيدي، اليوم السبت 3 فيفري 2018 أن الأبحاث التي أجرتها الهيئة حول ما راج بشأن "عرض مواطن سعودي فتاة تونسية للبيع مقابل 14 ألف ريال سعودي"، أكدت صحة العقد الذي تم تداول صورة منه عبر مواقع التواصل الاجتماعي في حين أثبتت أن صورة الفتاة المصاحبة له مركبة وأوضحت في تصريح لموزاييك أنّ "التحقيق الذي قامت به الهيئة بالتنسيق مع وزارة الداخلية ووكالة الجمهورية بتونس، كذب ما تم تداوله في هذا الشأن وأكد صحة العقد وهو عقد بصدد الاستكمال، غير أن صورة المصاحبة له مركبة وهي لفتاة لا علاقة لها بالموضوع وأكدت العبيدي أن صاحبة العقد قد قامت فعلا بإمضائه عن طريق مكتب توظيف بالخارج، برضاها، وهي بصدد استكمال بقية الإجراءات حتى يصبح ناجزا وتستطيع السفر مؤكدة أن كلا الفتاتين (صاحبة العقد وصاحبة الصورة) موجودتان حاليا في تونس

أفادت رئيسة الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص، اليوم السبت، أن الأبحاث التي أجرتها الهيئة حول ما راج بشأن "عرض مواطن سعودي فتاة تونسية للبيع مقابل 14 ألف ريال سعودي"، أكدت صحة العقد الذي تم تداول صورة منه عبر الميديا الاجتماعية في حين أثبتت أن صورة الفتاة المصاحبة له مركبة وأوضحت في تصريح ل (وات) قائلة إن التحقيق الذي قامت به الهيئة بالتنسيق مع وزارة الداخلية ووكالة الجمهورية بتونس، كذب ما تم تداوله في هذا الشأن وأكد صحة العقد وهو عقد بصدد الاستكمال، غير أن صورة المصاحبة له مركبة وهي لفتاة لا علاقة لها بالموضوع



وأفادت أن صاحبة العقد قد قامت فعلا بإمضائه عن طريق مكتب توظيف بالخارج، برضاها، وهي بصدد استكمال بقية الإجراءات حتى يصبح ناجزا وتستطيع السفر مؤكدة أن كلا الفتاتين (صاحبة العقد وصاحبة الصورة) موجودتان حاليا في تونس وأبرزت رئيسة الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص، من جهة أخرى، ضرورة تضافر جهود جميع الأطراف المعنية لفرض مزيد من الرقابة على مكاتب التشغيل بالخارج والعمل على مراجعة القوانين المعمول بها في هذا المجال، مؤكدة أن الأبحاث ما زالت جارية بخصوص هذه المكاتب للكشف عن مدى شفافية معاملاتها وقانونية ممارساتها

عدد التونسيين الذين يشتغلون عن طريق التعاون الفني مقدر ب 14 ألفا معظمهم ببلدان الخليج

Achourouk 05-02-2018

أفاد كاتب الدولة للشؤون الخارجية فوزي باش طنجي اليوم الاثنين خلال جلسة استماع عقدتها لجنة التونسيين بالخارج بمجلس نواب الشعب، بان عدد التونسيين الذين يشتغلون في نطاق التعاون الفني يقدر ب 14 ألفا معظمهم ببلدان الخليج ويعملون بعدد الاختصاصات على غرار التعليم والصحة والرياضة والسياحة، إضافة إلى أن عدد المكاتب المهمة بعملية التسيير والانتداب قد بلغت 23 مكتبا وذكر باش طنجي أن عدد التونسيين المقيمين بالدول العربية بلغ 120 ألف نسمة، أغلبهم يقيمون ببلدان الخليج ويقدر عددهم بـ 81 ألف نسمة وخاصة بالسعودية وقطر والإمارات، و 35 ألفا في دول المغرب العربي



وبين المتحدث بان عديد الإشكاليات مطروحة اليوم على مستوى شركات التوظيف الوسيطة خاصة ببلدان الخليج في علاقة بتحليل البعض منها على التونسيين الراغبين في العمل بهذه البلدان، وقد بلغ عدد القضايا المرفوعة في الغرض 7 قضايا إلى حدود سنة 2017 وهو عدد لم يرتق وفق تقديره، إلى مستوى الظاهرة

وقال إن العمل والتنسيق يتم بين وزارة الشؤون الخارجية وجميع الهياكل التونسية التي تعنى بالتونسيين بالخارج على غرار وزارة التكوين المهني والتشغيل ووزارة الشؤون الاجتماعية وديوان التونسيين من اجل مزيد تقييم مدى جدية ومصداقية الشركات الوسيطة في ظل انتشار عمليات التحيل من اجل مزيد إحكام وتنظيم الهجرة المنظمة وتحسين آلياتها

وأكد ان وزارة الخارجية ستحرص بالتعاون مع الهياكل المعنية على الإحاطة بالضمانات الكافية قبل أن يتوجه المعني بالأمر إلى البلد الذي ينوي العمل به من خلال مزيد التثبت من الأطراف المشغلة والعمل الذي سيقوم به، وذلك في إطار الشفافية التامة مع سلطات البلدان التي سيتوجه إليها المتعاون التونسي

وأثار النواب مسائل تتصل بمزيد ايلاء العناية بالجالية التونسية المقيمة بليبيا والتعجيل بإعادة التمثيلية الدبلوماسية التونسية هناك في اقرب الأجل الممكنة، والنظر في قضايا التونسيين المحكومين بقضايا كيدية ومباشرة تلك المظالم عن قرب، علاوة على متابعة موضوع الأطفال العالقين داخل السجون الليبية وأشادوا بحسن تعامل السلطات التونسية مع السلطات الإماراتية على خلفية أزمة الناقل الإماراتية الأخيرة، متسائلين في الآن نفسه عن موعد عودة الخطوط التونسية الاماراتية إلى سيرها العادي

وفي تفاعله مع تدخلات النواب أكد كاتب الدولة للشؤون الخارجية فوزي باش طنجي بان الوضع في ليبيا في غاية التعقيد ويتطلب التريث في التعامل مع جميع الملفات المطروحة، مؤكداً أن الدولة في المقابل حريصة على متابعة ملفات التونسيين القابعين داخل السجون الليبية وخاصة الأطفال منهم، وقد وقع تخصيص خلية على مستوى الإدارة العامة للشؤون الخارجية تعنى بالمسائل الفحصية للتونسيين العالقين بليبيا من خلال التواصل مع السلطات الليبية في كل المسائل المتعلقة بالجالية في ظل غياب التواصل المباشر بهم. وأعلن كاتب الدولة بان يوم 25 مارس القادم سيكون تاريخ عودة نشاط الناقل الإماراتية باتجاه تونس وستوفر جميع الخدمات اللازمة خاصة للتونسيين القاطنين بالامارات وضمان نقل السلع التونسية هناك

تسوية وضعية 130 تونسيا من ضحايا عقود العمل الوهمية بقطر

TAP 12-02-2018

أكد كاتب الدولة للهجرة والتونسيين بالخارج، عادل الجربوعي، اليوم الاثنين 12 فيفري 2018، أنه تمت تسوية وضعية 130 تونسيا من بين 200 وقعوا ضحية تحيل بعض مكاتب التشغيل بالخارج كانت قد مكنتهم من عقود شغل وهمية بدولة قطر

وقال كاتب الدولة: "تمكنا إلى حد الآن وبالتنسيق مع سفير دولة قطر بتونس، وسفير تونس بدولة قطر، وفي إطار إحاطة الحكومة التونسية

بأبناء الجالية التونسية بالخارج والاهتمام بمشاغلهم، من إدماج 130 تونسيا في سوق الشغل القطرية، وتسوية وضعية إقامتهم هناك من بين 200 حالة وقع التفرير بهم عن طريق تمكينهم من عقود شغل وهمية"، مضيفا بأنه يتم حاليا البحث عن حلول لنحو 70 شخصا آخرين وقعوا في شباك تحيل بعض مكاتب التشغيل والهجرة كما أفاد بأن دولة قطر ستفتح بداية شهر أفريل القادم مكتب اعتماد بتونس لحماية التونسيين من الوقوع في براثن المتحيلين وللتثبت من عقود العمل والتأشيرات الخاصة بالتونسيين الراغبين في العمل في هذه الدولة

يشار إلى أنه تم مؤخرا تداول معلومات عن وقوع نحو 5000 تونسي في شباك مكاتب تشغيل متحيلة ليجدوا أنفسهم في وضعية غير قانونية في الخارج، وخاصة في دول الخليج وقطر على وجه التحديد، من ذلك تصريحات، في هذا الخصوص للنائب بمجلس نواب الشعب، ماهر مذيوب

وتعمل الدولة التونسية، بالشراكة مع عدد من الجمعيات القطرية، على تكوين هؤلاء العالقين وانتدابهم، وفق المسؤول في السفارة التونسية بقطر

35 bureaux d'emploi à l'international sont actifs en Tunisie

Webmanagercenter 12-02-2018

Le ministre de la formation professionnelle et de l'emploi, Fawzi Abderrahmène a fait savoir, lundi, que 35 bureaux d'emploi à l'international sont actifs en Tunisie.

Auditionné, lundi, par la commission des Tunisiens à l'étranger, le ministre a fait savoir que ces bureaux délivrent de faux contrats de travail aux tunisiens qui désirent travailler à l'étranger, notamment, dans les pays du Golfe, ajoutant que son département informe, continuellement, le ministère public et le ministère de l'intérieur des infractions commises par ces bureaux.

Le ministre a fait savoir que 6 entreprises parmi les 35 actives dans ce domaine, avaient contacté le ministère pour régulariser leur situation, ajoutant que son département a envoyé une correspondance au ministère public pour dénoncer 19 autres entreprises illégales.

Selon les chiffres officiels, le nombre des victimes de ces bureaux qui livrent de faux contrats de travail s'élève à 960 personnes. Cependant, le député, Maher Madhyoub affirme que leur nombre a atteint en 2018, cinq mille personnes.

Fawzi Abderrahmène a ajouté que 50% des victimes d'opérations d'escroquerie qui séjournent, actuellement, au Qatar sont titulaires de diplômes supérieurs dont 45 ingénieurs, faisant remarquer que 70% des 960 Tunisiens ont obtenu des visas par des circuits illégaux contre une somme de trois mille dinars par personne.

Il a annoncé qu'une société Singapourienne va s'installer en Tunisie à partir du 1er avril 2018 dans le but de conclure tous les contrats relatifs aux ressources humaines au profit de l'Etat du Qatar depuis la Tunisie, indiquant que 23 entreprises opérant dans le domaine de l'emploi à l'étranger poursuivent leurs activités conformément aux procédures en vigueur.

La Tunisie aspire, selon le ministre, porter à 24 mille le nombre des Tunisiens opérant au Qatar contre 23

mille 200 actuellement.

Le ministère de la formation professionnelle et de l'emploi envisage d'élaborer une loi incriminant l'activité des bureaux d'emploi qui délivrent des contrats de travail fictifs, a-t-il dit.

ماهر مذيوب: على الطبقة السياسية التونسية أن تستحي من معاناة الكفاءات التونسية في قطر

Nessma TV 14-02-2018

أكد النائب عن دائرة دول العالم العربي بمجلس نواب الشعب، ماهر مذيوب اليوم الأربعاء 14 فيفري 2018، الظروف الصعبة والمعاناة التي تقاسيها الكفاءات التونسية في قطر بعد أن وقعت ضحية لتحليل الشركات التشغيل الوهمية في تونس



وقال النائب، مذيوب، لدى حضوره في برنامج 'هات الصحيح'، إن هناك شبان وشابات يعيشون وضعيات، يجب أن تستحي الطبقة السياسية لأن وضعهم في قطر بائس، ومنهم المشرّد في الشوارع ومن لم يأكل طعاما منذ أسبوع، بعد أن وقعوا ضحايا تحيل من قبل شركات تشغيل وهمية تونسية، وفق تعبيره وأضاف النائب، أنه دعا وزير الخارجية إلى إحداث لجنة فيها دبلوماسي وأمني ومختص اجتماعي يذهبون 10 أيام إلى قطر مع الجالية، ويتعرفون على وضعيتهم وينظرون إلى وضعياتهم

وأضاف المتحدث أن الأمر مرهون بيد وزير الخارجية، ليتحرك بصفة عاجلة ويفتح الملف مع السلطات القطرية "التي تفتح سوقا تشغيلية واسعة لفائدة التونسيين" وفق قوله، وأفادت أن صاحبة العقد قد قامت فعلا بإمضائه عن طريق مكتب توظيف بالخارج، برضاها، وهي بصدد استكمال بقية الإجراءات حتى يصبح ناجزا وتستطيع السفر مؤكدة أن كلا الفتاتين (صاحبة العقد وصاحبة الصورة) موجودتان حاليا في تونس

وأبرزت رئيسة الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص، من جهة أخرى، ضرورة تضافر جهود جميع الأطراف المعنية لفرض مزيد من الرقابة على مكاتب التشغيل بالخارج والعمل على مراجعة القوانين المعمول بها في هذا المجال، مؤكدة أن الأبحاث ما زالت جارية بخصوص هذه المكاتب للكشف عن مدى شفافية معاملاتها وقانونية ممارساتها

قال النائب عن دائرة دول العالم العربي، ماهر مذيوب، اليوم الأربعاء 14 فيفري 2018، إن 700 تونسي وتونسية من حاملي الشهادات العليا سيلتحقون بقطر للعمل هناك مؤدا أن قطر تمثل سوقا تشغيلية واعدة للكفاءات التونسية



وأضاف، مذيوب خلال حضوره في برنامج "هات الصحيح"، أن الطرف القطري فتح للتونسيين افاق هامة للشغل في اختصاصات عديدة خصوصا اختصاص الانقليزية وأضاف المتحدث أن الوكالة التونسية للتعاون الفني ووزارة التشغيل هي الطرف الرئيسي للسفر إلى قطر للعمل هنا بعد توفير عقود عمل رسمية، إضافة إلى وجود 23 شركة رسمية وقانونية تتعهد بإبرام عقود التشغيل لفائدة التونسيين للعمل بالخارج، محذرا في ذات السياق من الشركات الوهمية

وأضاف المتحدث أن الأمر مرهون بيد وزير الخارجية، ليتحرك بصفة عاجلة ويفتح الملف مع السلطات القطرية "التي تفتح سوقا تشغيلية واسعة لفائدة التونسيين" وفق قوله

قال الكاتب العام المساعد بالجامعة العامة للتعليم العالي، أيمن بوعلي، لدى حضوره اليوم الثلاثاء 20 فيفري 2018، في برنامج "ناس على قناة نسمة"، إن الجامعة التونسية تعاني اليوم من نزيف كبير ناتج عن هجرة الكفاءات التونسية إلى دول الخليج بحثا عن أجور "نسمة أفضل، مما انجرّ عنه خلل في التكوين وتفجير الجامعة، مشيرا إلى أن ذلك يستوجب دق ناقوز الخطر، وفق تعبيره



وأضاف بوعلي، أن الأستاذ الجامعي مطالب بالتدريس لمدة 12 ساعة والبحث في آن واحد وذلك يتطلب توفر الإمكانيات المادية ومقومات البحث والسكن وهو ما تفتقر له الجامعات، داعيا إلى ضرورة رد الاعتبار للأستاذ الجامعي الذي يمثل صاحب أعلى شهادة.

وأوضح ضيف "ناس نسمة"، أن إرجاع الأستاذ الجامعي الباحث إلى سالف مكانته سيمنح من إيقاف نزيف هجرة الكفاءات وبذلك يكون قاطرة الإصلاح والتقدم في تونس.

وأكد الكاتب العام المساعد للجامعة العامة للتعليم العالي، أن الاضراب الذي يتواصل غدا الأربعاء 21 فيفري 2018، هو نضال مشيرا إلى أن الجامعيين مستعدون لكل شيء من أجل تحقيق مطالبهم التي تتمثل أساسا في تطبيق الاتفاقيات القديمة التي لم تفعل إلى الآن ، وجملة من المطالب المادية على غرار منحة العودة الجامعية ومنح الساعات الإضافية التي تمثل حقا وفق تعبيره. كما قال أيمن بوعلي إن المفاوضات بين الطرف النقابي والوزارة غير جدية.

ماهي أسباب هجرة الكفاءات التونسية؟

TAP 22-02-2018

كشف المشاركون في أشغال ندوة إستراتيجية بعنوان " تحول تسيير الموارد البشرية "، التأمّت اليوم الخميس 22 فيفري 2018 بقصر الضيافة بقرطاج، إلى أن سوء التصرف في الموارد البشرية من بين الأسباب الأساسية لهجرة الكفاءات التونسية



تونس في المرتبة 96 على مستوى جذب الكفاءات

وقد احتلت تونس المرتبة 83 ضمن الترتيب العام لمؤشر القدرات التنافسية الشاملة الذي يصنف البلدان حسب قدراتها على تطوير الكفاءات والاحتفاظ بها وجذبها، وذلك من بين 119 دولة شملها الترتيب، لتسجل بذلك تراجعا بـ6 مراتب مقارنة بسنة 2017 حيث كانت تحتل المرتبة كما حلت، ضمن هذا المؤشر الصادر في 22 جانفي 2018، في المرتبة 96 على مستوى جذب الكفاءات وفي المرتبة 103 و 94 على التوالي على مستوى تنمية الكفاءات والقدرات وتطور المهارات، في حين احتلت المرتبة 66 على مستوى تعزيز الانتماء لدى الكفاءات77

وقال عضو جمعية المحترفين في الموارد البشرية، سعيد زواغي، ضمن مداخلة بعنوان " تسيير المهارات "، إن تدفقات الهجرة التي شهدتها تونس ومنها هجرة 4 آلاف أستاذ جامعي، و45 بالمائة من بين 400 طبيب جديد سجلوا بعمادة الأطباء سنة 2017، ليلغ عدد المغادرون (حوالي 94 ألف كفاءة خلال ست سنوات، تجد تفسيرها لها في نتائج ترتيب تونس ضمن الترتيب العام لمؤشر القدرات التنافسية الشاملة (GTCI).

وبين الزواغي أن الدول الخمس الأولى التي احتلت رأس الترتيب ضمن المؤشر المذكور، الذي تم إطلاقه سنة 2013 وهي سويسرا وسنغافورة والولايات المتحدة والنرويج والسويد، نجحت في ارساء نظم تربية تستجيب لحاجيات السوق من خلال تطوير الكفاءات التقنية والتعاونية، وفي تطوير سياسات تشغيلية مرنة تضمن التغطية الاجتماعية، بالإضافة إلى انخراط الأطراف المتدخلة من حكومة ومؤسسات ونظم تربية

طرق الحد من التفكير في الهجرة

وذهبت رئيسة الجمعية، نجلاء شريف حمدي، إلى تأكيد أهمية الانفتاح على التكنولوجيا وتطوير آليات العمل في اتجاه الرقمنة لمواكبة الطفرة الرقمية في العالم، وتطوير المنظومة التشريعية في مجال الابتكار، وتوفير الإرادة السياسية لمراجعة جوهريّة لمنظومة التعليم، وتعزيز قوانين الشغل في اتجاه تعزيز مكانة العمل، واعتماد سلم تأجير محفز على العمل على غرار القطاع الخاص ودعت إلى مراجعة سياسة الموارد البشرية في تونس التي بدت أنها من بين المحفزات على الهجرة سواء الداخلية من القطاع العام إلى الخاص أو الخارجية في اتجاه الدول المستقطبة للكفاءات التونسية

من جانبه، دعا مدير عام المعهد التونسي للدراسات الاستراتيجية، ناجي جلول، السياسيين وصناع القرار في تونس إلى وضع رؤية مستقبلية تلائم بين منظومات التربية والتكوين والتعليم العالي، من جهة، ومتطلبات سوق الشغل وحاجيات الاقتصاد، من جهة أخرى، للحد من البطالة وخاصة في صفوف حاملي الشهادات وشدد على أهمية إيجاد الظروف الملائمة للعمل، وتوفير المناخ السليم لذلك، حتى تتمكن تونس من الخروج من الأزمة ومن الحد من التفكير في الهجرة، مؤكدا ضرورة تسخير موارد البلاد من أجل خلق الثروات، ومبرزا أن الخطاب السوداني الفاقد للأمل يؤثر سلبا على إدراك الشباب التونسي لواقعه وتمثلاته مما يحمله على التفكير في مغادرة البلاد

من جهته أكد الأمين العام المساعد للاتحاد العام التونسي للشغل، محمد علي البوغديري، حرص المنظمة الشغيلة على إيجاد المناخ الاجتماعي الملائم في تونس لتطوير المؤسسة والعاملين فيها، والخروج من حالة الانتقال والفوضى التي تعد طبيعياً، بحسب تقديره، بعد الثورة، والاتجاه نحو دفع الاستثمار وإحداث مواطن الشغل، والحفاظ على الكفاءات على غرار الأطباء والأساتذة الجامعيين والمهندسين، خاصة من خلال تحسين ظروف عملهم ورواتبهم

نحو 20 % من الأطباء التونسيين المتخرجين سنويا يختارون الهجرة.. والأسباب ليست مادية

أكد الدكتور سفيان عبد الكافي كاتب عام نقابة الأطباء الاستشفائيين بالقيروان، أن ما بين 15 إلى 20 % من جملة 1000 طبيب تونسي اليوم متخرج سنويا، يختارون الهجرة للعمل خارج حدود الوطن، وخاصة نحو ألمانيا وفرنسا وفسر الدكتور عبد الكافي، ضعف برنامج الجمعة على الجوهرة أف أم، هجرة الكفاءات الطبية التونسية بأسباب غير مادية، وعلى رأسها ظروف العمل المحيطة بالطبيب التونسي الذي يواجه مشاكل عدة تحول دون أدائه لمهامه على أكمل وجه في تونس، إضافة إلى غياب الظروف الملائمة للقيام بأبحاثهم

وحذر الدكتور منير يوسف مقني عميد الأطباء التونسيين من الأرقام المتعلقة بظاهرة هجرة الكفاءات الطبية التونسية والتي وصفها بالمفزعة والتي تدق ناقوس الخطر بخصوص مستقبل القطاع في تونس في ظل صمت سلطة الإشراف وثبّين الأرقام أن 58 طبيبا تحصلوا على شهادة حسن سيرة من عمادة الأطباء قصد الالتحاق بإحدى الدول الأجنبية للعمل هناك، ليصل هذا العدد إلى 460 طبيبا في 2017، إلا أن هذه الأرقام تبقى أقل بكثير من العدد الحقيقي للأطباء الذين يغادرون البلاد حيث لا يحتاج بعضهم إلى هذه الشهادة للعمل في الخارج

وأوضح عميد الأطباء أن شهر جانفي شهد بمفرده مغادرة 52 طبيبا تونسيا للبلاد، وهو رقم مرشح للارتفاع ليتجاوز الـ650 على كامل سنة 2018، ومحدرا من وصول عدد الأطباء التونسيين المهاجرين إلى 950 في سنة 2019، وما يزيد عن 2700 في أفق سنة 2022

هجرة الكفاءات التونسية قد يدفع التونسيين للاضطرار إلى السفر إلى دول الجوار في رحلات علاج في حال تواصل نسق الحالي لهجرة أطبائنا، أو ما قد يدفع الدولة إلى "استيراد" أطباء أجانب للعمل في تونس، في أفضل الحالات

من جانبه، اعتبر أخصائي طب الأسنان الدكتور كريم الواد، أن أسباب الهجرة تختلف حسب الاختصاص، ومن بينها المناخ القانوني الذي يجده الطبيب المتخرج حديثا والذي يفرض ضغوطا مالية كبرى في وجهه، ما من شأنه أن يعيق طموحاته ببعث عيادة في تونس ويدفعه نحو الهجرة



وفي الإطار ذاته، حذر من ظاهرة هجرة الأساتذة المختصين في طب الأسنان، بسبب ما اعتبره عدم استجابة الدولة لتطلعاتهم، وهو ما من شأنه أن يهدد مستقبل التكوين في طب الأسنان في تونس، ويتسبب في فقدان تونس لسمعتها الدولية في هذا الاختصاص الذي يقدم للعالم أكفأ الأطباء المتخرجين من كلية طب الأسنان بالمنستير

هذا وشدد الدكتور سهيل سلامة أمين مال عمادة الأطباء بسوسة على أهمية إعادة إصلاح المنظومة الطبية في تونس، وضرورة تخصيص اعتمادات أكبر في ميزانية الدولة لفائدة القطاع الذي لا تتجاوز اعتماداته 4.7 % من الناتج الداخلي الخام، مقابل نحو 9 % في فرنسا و6.6 % في الجزائر، بهدف تحسين ظروف العلاج في المستشفيات العمومية

كما دعا ممثل عمادة الأطباء إلى إشراك كافة الأطراف المتدخلة في حوار لإصلاح المنظومة، من أطباء وأطباء استشفائيين ووزارة الشؤون الاجتماعية ووزارة التعليم العالي ومواطنين، لإصلاح المنظومة الطبية التونسية التي تعاني نقصا فادحا على مستوى الرصيد البشري والتجهيزات، مبرزا في هذا الصدد أن الطبيب الواحد يضطر في أحد مستشفيات ولاية سوسة إلى فحص 80 مريضا يوميا، بمعدل دقيقتين لكل مريض

أما القيادي في منظمة الأطباء الشبان الدكتور أسامة القمودي فأكد تواصل إضراب الأطباء الشبان الذي يدخل يومه السابع عشر مع استمرار انسداد كل أفق التوصل إلى اتفاق مع سلطة الإشراف والإدارة العامة للصحة

ويرفع الأطباء الشبان المضربون 4 مطالب أساسية وهي إصلاح منظومة الدراسات الطبية، وإعادة النظر في إلزامية الخدمة المدنية وتعجيل النظام الأساسي الخاص بالأطباء المقيمين والداخليين، وتسوية الوضعية المادية للأطباء الفلسطينيين والمغاربة الذين يقاضون أجورا أقل من الأجر الأدنى المضمون في تونس

La revue de presse internationale

Urgence sociale : Strasbourg va ouvrir 100 places d'hébergement

AFP 12-02-2018

Ces places sont destinées aux personnes les plus vulnérables, notamment les familles et les migrants déboutés du droit d'asile... La Ville de Strasbourg a annoncé lundi l'ouverture de 100 places d'hébergement d'ici l'été pour les personnes les plus vulnérables, notamment les familles et les migrants déboutés du droit d'asile, face à l'urgence sociale des flux migratoires.



Répondant à l'urgence imposée par le "phénomène des migrations", la Ville ouvrira ses premières places d'hébergement la semaine prochaine et 100 places "d'ici à l'été", a indiqué le maire socialiste Roland Ries lors d'une conférence de presse.

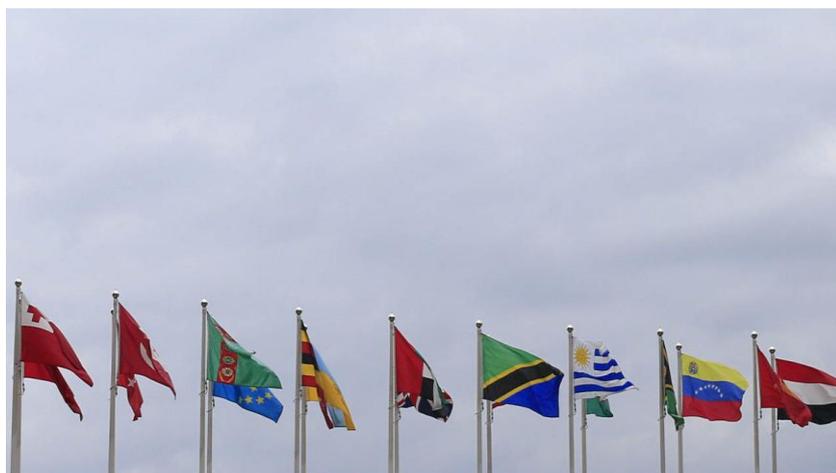
Un dispositif voué à s'inscrire dans la durée. Il s'agit d'une trentaine de logements conventionnés, situés majoritairement dans le parc privé et sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. La Ville prendra en charge les loyers mais aussi les besoins alimentaires, de formation en langue, de scolarisation des enfants et d'accompagnement administratif.

Le coût estimé d'une mise à l'abri d'une personne vivant dans la rue est estimé à 14 euros par jour et par personne, selon la Ville. La prise en charge des bénéficiaires sera assortie d'un "accompagnement bienveillant" et "adapté au parcours de chacun", a précisé Roland Ries. Quelque 500.000 euros/an seront consacrés à ce dispositif voué à s'inscrire dans la durée.

L'ONU lance une vaste négociation sur un pacte mondial sur les migrations

Europe 1 20-02-2018

À partir de mardi, les pays membres de l'ONU vont entamer une longue phase de négociations pour aboutir à un accord pour "accroître la coopération sur les migrations internationales dans toutes leurs dimensions".



Les pays de l'ONU, à l'exception des États-Unis, lancent mardi une négociation de longue haleine pour aboutir à la signature en décembre au Maroc d'un Pacte mondial non contraignant sur les migrations, un sujet considéré comme un défi majeur pour la planète.

Accroître la coopération sur les migrations internationales". Six rounds de négociations à New York, un par mois, sont prévus jusqu'en juillet. L'objectif est d'aboutir à un accord qui sera ensuite formellement entériné les 10 et 11 décembre lors d'un sommet au Maroc, selon des diplomates. L'objectif est d'"accroître la coopération sur les migrations internationales dans toutes leurs dimensions", souligne le projet de texte de 25 pages de cet "Accord mondial pour des migrations sécurisées, ordonnées et légitimes".

S'unir plutôt que se diviser. Le projet, qui n'est pas sans rappeler l'Accord de Paris sur le climat, préserve "la souveraineté des États" tout en reconnaissant "qu'aucune nation ne peut affronter seule le phénomène migratoire". "Il est crucial que la migration internationale nous unisse plutôt qu'elle nous divise", insiste aussi le projet de texte.

Un pacte sans les États-Unis. Les États-Unis, qui ont des relations très tendues notamment avec le Mexique voisin sur cette question migratoire, ont annoncé fin 2017 se retirer de l'élaboration de ce Pacte en raison de dispositions contraires à la nouvelle politique d'immigration du président Donald Trump.

"La porte reste ouverte", souligne-t-on de sources diplomatiques, assurant que l'absence américaine ne constitue pas un obstacle à l'obtention d'un accord.

22 mesures concrètes. Le projet d'accord parle de "compréhension mutuelle" du phénomène migratoire et de la nécessité qu'il suscite des "responsabilités partagées" et "une unité de vues". Le texte détaille 22 mesures concrètes comme collecter des données, fournir des papiers d'identité aux migrants qui en sont dépourvus, accorder un soin particulier aux femmes et aux enfants, fournir aux migrants un accès aux services sociaux ou empêcher toute discrimination.

Se préparer aux migrations climatiques. Dans un rapport en lien avec ce projet de Pacte et rendu public début janvier, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a souligné que les États membres de l'ONU devaient se préparer à gérer de larges mouvements de migrants. Au-delà des mouvements de population provoqués par des conflits, plusieurs experts estiment que d'autres migrations massives vont être provoquées

par le réchauffement de la planète.

Donner une image "positive" des migrations. Le secrétaire général a aussi appelé à développer auprès des populations dans le monde une perception "positive" des migrations afin de lutter contre la xénophobie et les discriminations. "Les migrations doivent être un acte d'espoir et non de désespoir", a-t-il souligné devant l'Assemblée générale de l'ONU. Le nombre de migrants dans le monde est estimé à 258 millions, soit 3,4% de la population mondiale.

France - Immigration : un projet de loi qui débouté

Libération 20-02-2018

Les associations d'aide aux étrangers s'insurgent contre le texte «asile et immigration» présenté ce mercredi en Conseil des ministres par Gérard Collomb, qu'elles jugent bien trop répressif malgré quelques petites avancées. Si elle est suivie, c'est une grève qui pourrait faire un peu tache. Ce mercredi, jour de présentation en Conseil des ministres du projet de loi «pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif», deux syndicats de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), l'organisme justement chargé de l'examen des demandes d'asile, appellent à la grève.

Avec des membres de la Cour nationale du droit d'asile, qui statue sur les recours formés contre ses décisions et qui avait déjà débrayé la semaine dernière, ils doivent se réunir devant le Conseil d'Etat à 11 h 30 pour protester contre un texte visant à améliorer l'asile en France, selon le gouvernement, mais dont ils estiment qu'il «entrave» en fait l'accès aux droits. Les acteurs associatifs s'alarment d'une série de mesures techniques destinées à fluidifier le traitement des dossiers de demande d'asile mais réduisant notamment les délais de recours... Ils s'inquiètent aussi du durcissement de la politique d'éloignement, en particulier du doublement, voire du triplement, de la durée maximale de rétention pour les étrangers censés quitter le territoire. «Les mesures [du projet de loi] qui sont susceptibles d'améliorer les droits ou garantir une meilleure protection sont très accessoires et ne concernent qu'une très faible proportion des personnes», juge l'association de défense des droits des étrangers la Cimade. Même vision pour le responsable plaidoyers de Médecins du monde, Christian Reboul, pour qui «ce texte répond au besoin d'éloignement, pas au besoin de protection».

«Arêtes»

Le gouvernement ne cache pas la philosophie du projet de loi : mieux accueillir, «et en même temps» renforcer l'arsenal pour éloigner les sans-papiers et déboutés. «Cet angle a l'apparence de définir des critères objectifs, il est confortable car facile à expliquer à l'opinion. Mais il faut sortir de cette dichotomie, estime encore Christian Reboul. En quelques années, la perception de la légitimité s'est déplacée : quand on a accueilli 130 000 boat people, personne n'a trouvé ça anormal.»

Les associations voient tout de même d'un bon œil une poignée d'éléments du texte : augmentation de la durée du titre de séjour accordé au motif de la protection subsidiaire (lorsqu'une personne n'est pas considérée comme réfugiée mais que la protection temporaire de la France lui est malgré tout accordée car elle court un péril dans son pays) ou de l'apatridie d'un à quatre ans ; extension pour les mineurs reconnus

comme réfugiés ou protégés de la réunification familiale aux frères et sœurs, et non plus seulement aux parents ; renforcement de la protection des jeunes filles exposées à un risque d'excision ; facilitation de l'installation des étudiants chercheurs via la transcription d'une directive européenne ; dispositions protectrices du droit au séjour des victimes de violences conjugales... L'objectif de traiter les demandes d'asile en six mois, au lieu de onze en moyenne, recours compris, est aussi bien accueilli, tant que cela ne nuit pas à la qualité de l'examen. Mais ces éléments, pas plus que le rapport du député LREM du Val-d'Oise Aurélien Taché, qui a remis lundi au Premier ministre 72 propositions pour faciliter l'intégration des étrangers, ne persuadent pas le directeur général de France Terre d'Asile, Pierre Henry, que le projet de loi, auquel devraient être intégrées certaines mesures de Taché, est équilibré : «Quand l'entrée est ratée, le plat présente des arêtes, vous pouvez avoir un bon dessert, le menu va vous laisser une idée médiocre !»

Même des députés LREM, pourtant habitués à voter comme un seul homme, ont émis des doutes sur certaines mesures du texte. Mais rien ne dit qu'ils désobéiront lors de son examen au Parlement en avril. En attendant, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, qui porte le projet, est en veine : le Conseil d'Etat a refusé mardi de suspendre sa circulaire sur les contrôles des personnes accueillies dans les centres d'hébergement d'urgence, qui avait scandalisé les associations en décembre.

France : Ce que contient le projet de l'immigration

La Croix 21-02-2018

Le « projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif » est présenté mercredi 21 février en conseil des ministres. Le texte devrait ensuite être examiné en mars en commission des lois à l'Assemblée nationale, avant d'être débattu en séance en avril.

Ce texte doit permettre « de sortir de la situation actuelle où on accueille mal ceux à qui on doit l'accueil, et on n'éloigne pas ceux qui n'ont aucun titre à rester en France », a résumé lundi 19 février Édouard Philippe. S'il contient quelques effectivement mesures d'améliorations des droits, l'essentiel est cependant de nature restrictive. Voici ce qu'il prévoit, selon la version envoyée au conseil d'État.

Quelques droits nouveaux...

La principale amélioration du droit consiste à augmenter d'un à quatre ans la durée du titre de séjour des étrangers qui n'ont pas le statut de réfugié (qui donne droit à une carte de dix ans) mais obtiennent quand même la « protection subsidiaire » de la part de l'Ofpra. La mesure n'est pas anecdotique car en 2016, quatre décisions positives d'asile sur dix ont débouché sur une protection subsidiaire. La réunification familiale pour les réfugiés mineurs sera facilitée et ouverte aux frères et sœurs. Les jeunes filles menacées d'excision et les victimes de violences conjugales seront mieux protégées.

Le texte comprend également toute une série d'articles visant à améliorer l'attractivité de la France envers les immigrés hautement qualifiés, comme les étudiants chercheurs. Le « passeport talents » sera étendu à de nouvelles catégories.

Des délais d'instruction de la demande d'asile raccourcis

Le projet de loi confirme aussi la volonté de raccourcir à six mois la durée moyenne d'instruction de la demande d'asile contre quatorze mois actuellement, selon le rapport Taché.

Mais il le fait en durcissant certaines règles. Ainsi, il réduit de 120 à 90 jours le délai maximum pour demander l'asile, à compter de l'entrée sur le territoire. Ou encore de 30 à 15 jours le délai de recours devant la CNDA, la cour d'appel que le demandeur d'asile peut saisir s'il est débouté. Il étend aussi le recours à la vidéo-audience à la CNDA, comme pour le juge administratif et le juge des libertés.

De plus, pour les ressortissants de pays considérés comme sûrs, pour lesquels l'instruction de la demande d'asile est déjà accélérée, le recours devant la CNDA ne suspend plus automatiquement une décision d'éloignement. De même pour ceux qui présentent une menace à l'ordre public.

Des demandeurs d'asile tenus de rester dans la région où ils sont affectés

Le texte prévoit aussi « un schéma national » qui déterminera « la part de chaque région dans l'accueil des demandeurs d'asile ». Mais il précise aussi que, une fois dirigés dans une région, les demandeurs seront tenus d'y « résider pour bénéficier des conditions matérielles de l'accueil ». Autrement dit : s'ils ne le font pas, ils perdront tout hébergement mais aussi tout droit à l'ADA, l'allocation pour demandeur d'asile.

Le projet de loi demande également aux services intégrés d'accueil et d'orientation (SIAO), qui gèrent le 115, de transmettre chaque mois à l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) « la liste des personnes hébergées (...) ayant présenté une demande d'asile » ou obtenu une protection. Il s'agit manifestement de changer la loi pour rendre possible le recensement voulu par la très contestée circulaire Collomb.

La retenue administrative allongée

Mais surtout, le projet de loi vise à renforcer « l'effectivité et la crédibilité de la lutte contre l'immigration irrégulière ». Il prévoit par exemple que le droit au maintien sur le sol « cesse dès la lecture en audience publique de la décision de la CNDA », sans attendre une notification. Un débouté de l'asile sous le coup d'une procédure d'éloignement ne pourra plus solliciter le séjour pour une autre raison, par exemple médicale, sauf « circonstances nouvelles ».

Le texte crée aussi un « délit de franchissement non autorisé des frontières extérieures de l'espace Schengen » puni d'un an de prison, vraisemblablement pensé pour décourager les arrivées via les Comores ou la Guyane. Il sanctionne de façon identique ceux qui entrent en France sans passer « pendant des horaires d'ouverture » par un des quelque 285 points de passage frontaliers qui existent désormais sur le territoire depuis l'état d'urgence.

On y retrouve aussi l'augmentation de 16 à 24 heures de la durée de la retenue administrative pour vérifier le titre de séjour. Le refus de prise d'empreintes sera désormais assorti d'une interdiction du territoire.

Ce journal italien s'inquiète de la présence de terroristes parmi les migrants clandestins arrivés en Italie depuis la Tunisie

Le quotidien italien, Giornale di Sicilia évoque dans un article publié sur son site web, la probable présence d'individus terroristes parmi les migrants clandestins accueillis par les autorités européennes (principalement italiennes), et qui proviennent en grande partie de Tunisie.



L'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, aussi appelée Frontex, a en effet renforcé ses contrôles, afin de mieux repérer les éventuels terroristes, ou encore les djihadistes de retour des zones de conflits, qui pourraient profiter de l'immigration clandestine pour atteindre l'Europe, sans se faire prendre par la justice. Celle-ci travaille en étroite collaboration avec le patrouilleur français, Themis, après que de petits groupes de migrants tunisiens et algériens suspects, aient été interceptés sur les côtes de la Sardaigne.

Le journal italien indique par ailleurs l'augmentation conséquente du nombre de migrants en provenance de la Tunisie entre 2016 et 2017, qui auraient enregistré une hausse de plus de 492%. Pour l'Algérie, le nombre aurait augmenté de 70%, alors que pour le cas de la Libye, une baisse de 34% a été enregistrée sur la même période, toujours selon le journal italien.

Cette baisse de l'immigration clandestine depuis la Libye est due au renforcement des contrôles sur les côtes libyennes, assurée par les gardes-côtes aidés par des groupes armés, selon Reuters.

Mais le "Giornale di Sicilia" estime que la diminution de l'afflux de migrants depuis la Libye pourrait être seulement temporaire et la cadence pourrait à tout moment reprendre de plus belle, au vu de la situation chaotique du pays.

Le journal revient également sur la facilité avec laquelle les Tunisiens et les Algériens arrivent sur les côtes italiennes, particulièrement siciliennes, évoquant le phénomène des débarquements en plein jour comme il a été le cas à plusieurs reprises durant l'été dernier.

En effet, alors que le nombre d'arrivées de Libyens diminue, les bateaux de fortune tunisiens avaient au début de l'été 2017 commencé à arriver sur des plages siciliennes isolées, souvent en plein jour tandis que les touristes ou les riverains bronzaient. Un phénomène qui avait fait couler de l'encre après qu'une vidéo de migrants débarquant en pleine journée avait été postée sur le web.

Selon les derniers chiffres de l'OMS, 186 768 migrants ont atteint l'Europe par la Méditerranée, avec 3116 individus entre morts et portés disparus. Un nombre qui a bien diminué par rapport à l'année 2016, où 390.432 migrants avaient gagné l'Europe, et 5143 sont morts ou portés disparus.

Depuis le début de cette année, 8842 migrants sont arrivés en Europe, et 411 ont trouvé la mort ou sont portés disparus en Méditerranée. Avec cet afflux massif, les centres d'accueils européens ont dépassé le maximum de leurs capacités. Le rapatriement forcé étant interdit sans jugement, la plupart refusent un retour volontaire. Ils sont libérés après 7 jours seulement, à cause des centres devenus incapables de les héberger. La plupart se rassemblent ainsi en groupes dans la nature, selon une déclaration en octobre dernier du

conseiller auprès du secrétaire d'État chargé de l'immigration et des tunisiens à l'étranger, Fahd Trimech.

Immigration : La France "pas à la hauteur de ses responsabilités", selon Amnesty

Amnesty International 22-02-2018

Dans son rapport annuel, Amnesty International a estimé que la France n'était "pas à la hauteur de ses responsabilités" vis-à-vis des migrants trop souvent expulsés et découragés de déposer une demande d'asile.

La France n'est "toujours pas à la hauteur de ses responsabilités" au sujet de l'accueil des étrangers, affirme Amnesty International dans son rapport annuel publié jeudi, au lendemain de la présentation du projet de loi "asile-immigration".



L'élection de Macron n'a rien changé. "Avant l'élection d'Emmanuel Macron, la France n'était pas à la hauteur de ses responsabilités. Elle ne l'est toujours pas", écrit l'ONG dans un communiqué. "L'opposition entre migrants d'un côté et réfugiés de l'autre contribue à déshumaniser les personnes exilées, à faire un tri entre les bons et les mauvais", a déclaré à la presse Catherine Gaudard, directrice du pôle action d'Amnesty International France.

Près de 27.000 migrants renvoyés en Italie en six mois. L'organisation dénonce le renvoi en Italie de près de 27.000 réfugiés et migrants entre janvier et juillet, "y compris les mineurs non-accompagnés", sans respecter leur droit de demander l'asile en France. Quelque 1.600 Afghans ont par ailleurs été placés en centre de rétention entre janvier et août, dont 300 renvoyés dans d'autres pays de l'Union européenne et "au moins dix" expulsés en Afghanistan, les exposant à des persécutions, selon Amnesty.

Une volonté de dissuader. La réduction des délais d'instruction de demandes d'asile, mesure-pivot du projet de loi Collomb, s'apparente à "une volonté de dissuader", a déclaré Jean-François Dubost, responsable du pôle protection des populations à Amnesty. "Des demandeurs d'asile vont se retrouver sur le carreau et notre préoccupation c'est de nous retrouver dans quelques mois avec des personnes qui vont rentrer dans leur pays, en étant parfois forcées de le faire, alors qu'elles ont des craintes", a-t-il ajouté.

Des intimidations à Calais. Amnesty a également constaté le renforcement à Calais "des opérations d'interpellation et de fouilles" depuis le démantèlement de la "Jungle" en novembre 2016. Les associations y ont fait l'objet d'"intimidations inacceptables de la part des autorités", a dénoncé Catherine Gaudard, notamment pour "la distribution de vivres".

"On est encore loin de la France exemplaire". En juillet, le Conseil d'État avait validé des mesures d'aide aux migrants exposés à des "traitements inhumains et dégradants" à Calais, contre le souhait du ministère de l'Intérieur. L'organisation s'insurge également contre les poursuites pour "délit de solidarité", rappelant le cas de Cédric Herrou, condamné en août à quatre mois avec sursis pour avoir aidé des migrants à passer la frontière franco-italienne. "On est encore loin de la France exemplaire qui place le respect des droits de tous au cœur de sa politique", conclut Catherine Gaudard.

Bruxelles : 10.000 personnes manifestent leur solidarité avec les migrants

Europe1 25-02-2018

Ils protestaient notamment contre un projet de loi à l'étude, qui pourrait permettre à un juge d'ordonner d'arrêter un migrant au domicile d'un particulier belge. Quelque 10.000 personnes selon la police ont manifesté dimanche à Bruxelles dans le froid pour témoigner leur solidarité avec les migrants et réclamer au gouvernement belge une politique migratoire "plus humaine".



"L'opposition se renforce". Une douzaine d'associations avaient appelé à défilé, avec entre autres la Ligue des droits de l'Homme (LDH) ou Médecins du Monde Belgique. "Si un deuxième Calais ne s'est pas créé à Bruxelles, c'est uniquement grâce aux citoyens et non à ce gouvernement", a souligné Alexis Deswaef, président de la LDH. "Ce gouvernement se laisse emporter par un parti identitaire et nationaliste, mais l'opposition se renforce", a-t-il ajouté en prenant pour cible la N-VA (nationalistes flamands), formation qui est le pilier de la coalition de centre-droit actuellement au pouvoir.

Un projet de loi controversé. Dans le viseur des manifestants figurait un projet de loi à l'étude au Parlement visant à permettre à un juge d'ordonner, en dernier recours, une visite du domicile d'un particulier afin d'interpeller un migrant faisant l'objet d'un ordre de quitter le territoire. Ce texte, porté notamment par le ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA), a suscité des réactions indignées et divisé jusqu'au sein même de la majorité conduite par le Premier ministre Charles Michel, un libéral francophone.

Le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders, issu du même parti que le Premier ministre, a laissé entendre ce week-end que le projet de loi serait amendé avant d'être débattu en séance plénière par les députés. "S'il y a des inquiétudes, on doit peut-être, par amendement, préciser qu'il n'y a aucune mise en cause des hébergeurs et de toute personne qui apporte une aide humanitaire", a déclaré Didier Reynders au quotidien Le Soir samedi.

Arrivées de migrants en Europe par la Méditerranée en 2018 : 10 114 ; décès en mer : 414

Genève - OIM 25-02-2018

D'après l'OIM, l'organisme des Nations Unies chargé des migrations, 10 114 migrants et réfugiés sont arrivés en Europe par la mer pendant les huit premières semaines de 2018, dont un peu plus de 50 pourcent en Italie et le reste réparti de manière égale entre la Grèce et l'Espagne. A la même date en 2017, ils étaient 16 806 à aborder les côtes européennes. A cette même époque en février 2016, ils étaient déjà 116 005, soit plus de 100 000 de plus qu'en 2018 et 2017.

D'après Kelly Namia, de l'OIM à Athènes, entre le 15 et le 20 février, les garde-côtes helléniques ont informé l'OIM d'au moins trois incidents ayant nécessité des opérations de recherche et de sauvetage au large de l'île de Samos. Les garde-côtes ont secouru 152 migrants et les ont transférés vers cette même île.

Ces dernières arrivées, et 96 autres à Lesbos, portent à 2 536 (voir tableau ci-dessous) le nombre total de migrants irréguliers arrivés par la mer depuis le 1er janvier, soit en moyenne 46 personnes par jour.

NOMBRE TOTAL D'ARRIVEES ET DE DECES EN MER 2017-2018

Pays d'arrivée	1er JANVIER - 25 FEVRIER 2018		1er JANVIER - 25 FEVRIER 2017	
	Arrivées	Décès	Arrivées	Décès
Italie	5 247	316 <i>(Itinéraire méd. Centrale)</i>	13 439	441 <i>(Itinéraire méd. centrale)</i>
Grèce	2 536 <i>(au 24/02)</i>	0 <i>(Itinéraire méd. Orientale)</i>	2 318	2 <i>(Itinéraire méd. Orientale)</i>
Chypre	25		N/A	-
Espagne	2 306	98 <i>(Itinéraire méd. Occidentale)</i>	1 049 <i>(au 31/01/17)</i>	40 <i>(Itinéraire méd. Occidentale)</i>
Total estimé	10 114	414	16 806	483

Les données sur les décès de migrants sont recueillies par le Centre d'analyse des données migratoires de l'OIM
Tous les chiffres sont des estimations minimales
Le nombre d'arrivées est basé sur les données des gouvernements respectifs et des bureaux de l'OIM sur le terrain

Flavio Di Giacomo, de l'OIM à Rome, a signalé lundi que d'après les chiffres du Ministère de l'intérieur, 5 247 migrants sont arrivés en Italie par la mer cette année, soit 61 pourcent de moins que l'an dernier à la même période. Alors qu'il ne reste que quelques jours avant la fin du mois, les arrivées en Italie sont bien moins nombreuses que celles des deux précédents mois de février en 2017 et 2016

Lundi, le Projet de l'OIM sur les migrants disparus (MMP) a recensé 414 décès dans la Méditerranée à ce

jour cette année, soit un peu moins que les 483 décès enregistrés à la même date en 2017. A travers le monde, le MMP fait état de 651 décès de migrants en 2018, contre 936 à la même période l'an dernier

Sur une période de trois jours (14-16 février), trois migrants ont perdu la vie à la frontière entre les Etats-Unis et le Texas : le 14 février, le corps d'un migrant a été retrouvé dans un ranch du comté de Brooks, au Texas. Le lendemain, le corps d'un jeune Salvadorien a été découvert dans un autre ranch, également dans le comté de Brooks. Le 16 février, les agents de l'US Border Patrol ont découvert le corps d'un Hondurien près de Sarita, dans le comté texan de Kenedy.

Le vendredi suivant (23 février), un Mexicain de 40 ans a été retrouvé mort dans les montagnes de La Rumorosa, près de Tecate, en Basse-Californie. D'après les autorités, il serait tombé dans un canyon alors qu'il se dirigeait vers la frontière avec les Etats-Unis et pourrait avoir fait partie d'un autre groupe de migrants dont cinq ont été sauvés de l'hypothermie alors qu'ils traversaient la zone en début de mois.

Plus au sud, un Guatémaltèque de 31 ans est mort ce même vendredi, dans un échange de coups de feu entre des trafiquants et les forces de l'ordre sur l'autoroute fédérale mexicaine 185, près de Jáltipan, dans l'Etat de Veracruz. L'équipe du MMP a également enregistré la mort d'un migrant à l'aéroport international Jomo Kenyatta, à Nairobi, au Kenya : le corps d'un homme a été retrouvé dans la soute d'un avion en provenance de Kinshasa, en République démocratique du Congo, le 11 février.